



# Assemblée générale

Distr. générale  
29 octobre 2001  
Français  
Original: anglais

---

**Cinquante-sixième session**  
Point 126 de l'ordre du jour  
**Gestion des ressources humaines**

## Composition du Secrétariat\*

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Le présent rapport annuel donne des informations sur diverses caractéristiques démographiques du personnel du Secrétariat ainsi que sur le système des fourchettes optimales qui régit la répartition géographique du personnel. Il porte sur la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001.

---

\* En décembre 1971, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faire rapport chaque année sur les statistiques relatives à la composition du personnel à la date du 30 juin (voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, annexes*, point 84 de l'ordre du jour, document A/8604, par. 34 à 37. On ne dispose donc pas de suffisamment de temps pour recueillir et analyser les données et rédiger le présent rapport dans les limites établies de 10 semaines avant le début de la session annuelle de l'Assemblée générale.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Sigles utilisés .....		4
I. Introduction .....	1-7	5
II. Composition du Secrétariat .....	8-32	6
A. Personnel de l'Organisation des Nations Unies .....	8-12	6
B. Personnel dont le recrutement est soumis au système des fourchettes optimales .....	13	6
C. Représentation des États Membres .....	14-17	8
D. Représentation des États Membres aux postes de direction et de décision .....	18-20	10
E. Représentation des femmes .....	21-24	12
F. Recrutements .....	25-32	14
III. Système des fourchettes optimales pour la répartition géographique du personnel ...	33-37	16
IV. Analyse démographique des ressources humaines .....	38-61	17
A. Caractéristiques démographiques du personnel du Secrétariat .....	39-50	18
B. Mouvements de personnel (du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001) .....	51-56	29
C. Départs à la retraite prévus pour la période 2001-2005 .....	57-61	33
 Tableaux		
A. Personnel du Secrétariat et des autres entités de l'Organisation des Nations Unies, par catégorie et selon le régime des fonds, au 30 juin 2001 .....		8
B. Représentation des pays en développement et des autres pays aux postes soumis à la répartition géographique, 1997-2001 .....		11
C. Proportion de femmes par rapport au nombre total de fonctionnaires occupant un poste soumis à la répartition géographique, 30 juin 1997-30 juin 2001 .....		12
D. Proportion de femmes par rapport au nombre total de fonctionnaires occupant un poste soumis à la répartition géographique ou un poste exigeant des connaissances linguistiques spéciales par classe, 1991 et 2001 .....		13
E. Nombre de nominations, par sexe, par classe et par nombre de nationalités, soumis à la répartition géographique, du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 .....		13
F. Données relatives à l'affectation des lauréats des concours nationaux, par département ou bureau, juillet 2000-juin 2001 .....		15
G. Méthode de calcul des fourchettes pondérées .....		17
 Figures		
I. Répartition des fonctionnaires du Secrétariat et des autres entités de l'ONU .....		7
II. Représentation des États Membres, juin 1997-juin 2001 .....		9
III. Répartition du personnel par catégorie, au 30 juin 2001 .....		20

---

IV.	Répartition par classe (administrateurs et directeurs), au 30 juin 2001 . . . . .	20
V.	Répartition par classe (services généraux et catégories apparentées), au 30 juin 2001 . . . . .	21
VI.	Répartition du personnel par département ou bureau, au 30 juin 2001 . . . . .	22
VII.	Pourcentage de femmes parmi les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, au 30 juin 2001 . . . . .	24
VIII.	Répartition du personnel par type de nomination, au 30 juin 2001 . . . . .	25
IX.	Répartition du personnel selon l'âge et le sexe, au 30 juin 2001 . . . . .	26
X.	Groupes d'âge au Secrétariat, au 30 juin 2001 . . . . .	27
XI.	Recrutements par sexe, 1er juillet 2000-30 juin 2001 . . . . .	32
XII.	Cessations de service par sexe, 1er juillet 2000-30 juin 2001 . . . . .	32
XIII.	Départs à la retraite prévus, par catégorie, pour la période 2001-2005 . . . . .	35
XIV.	Départs à la retraite prévus pour la période 2001-2005 : fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique . . . . .	35
Annexe		
	Tableaux statistiques détaillés . . . . .	38

**Sigles utilisés**

BCDCP	Bureau de contrôle des drogues et de la prévention du crime
CCI	Corps commun d'inspection
CCI	Centre du commerce international
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CCQA	Comité consultatif pour les questions administratives
CCSI	Comité de coordination des systèmes d'information
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale (secrétariat)
CIC	Centre international de calcul
CIJ	Cour internationale de Justice (Greffé)
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUW	Office des Nations Unies à Vienne
PNUCID	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies

## I. Introduction

1. Le rapport annuel du Secrétaire général sur la composition du Secrétariat est présenté conformément aux demandes formulées par l'Assemblée générale dans ses résolutions relatives à la gestion des ressources humaines, les dernières en date étant les résolutions 49/222 A du 23 décembre 1994, 51/226 du 3 avril 1997, 52/219 du 22 décembre 1997, 53/221 du 7 avril 1999 et 55/258 du 14 juin 2001. Le rapport donne des informations sur diverses caractéristiques démographiques du personnel du Secrétariat ainsi que sur le système des fourchettes optimales qui régit la répartition géographique du personnel.

2. Le chapitre II du rapport correspond au rapport habituel sur la composition du Secrétariat et complète par les données relatives à l'année écoulée les séries chronologiques dont il est rendu compte depuis plusieurs années; elle porte plus particulièrement sur l'effectif des fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique. Ces séries chronologiques facilitent l'analyse de l'évolution de la situation dans le temps. Conformément au paragraphe 4 de la section IX de la résolution 53/221 de l'Assemblée générale, il a été mis fin à la pratique consistant à indiquer la répartition du personnel entre les grands groupes géographiques, et les pays sont donc énumérés dans l'ordre alphabétique.

3. Le secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et du Comité mixte des pensions du personnel des Nations Unies constitue une entité interorganisations et n'est pas considéré comme faisant partie du Secrétariat : il n'est donc pas pris en compte dans l'établissement des données statistiques, non plus que le personnel de la Commission de la fonction publique internationale. Toutefois, le nom des fonctionnaires relevant de ces organisations est indiqué dans le rapport connexe mentionné plus loin.

4. La liste du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies est publiée dans le document ST/ADM/R.56, qui donne la composition du Secrétariat par unité administrative, titre fonctionnel, classe et nationalité. On trouvera un complément d'information sur les questions liées à la répartition par sexe dans le rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la situation des femmes dans les organismes des Nations Unies (A/56/472).

5. Le chapitre III du rapport donne des renseignements sur le système des fourchettes optimales qui régit la répartition géographique du personnel, notamment en ce qui concerne la méthode appliquée pour établir les fourchettes pondérées.

6. Le chapitre IV du rapport donne des informations sur la structure démographique des ressources humaines. On y trouve une analyse des principales caractéristiques démographiques de l'effectif du Secrétariat, et un exposé des tendances et de l'évolution de cet effectif dans le temps. On y fait le point des modifications escomptées en ce qui concerne les besoins futurs en personnel compte tenu des départs à la retraite prévus.

7. Les chiffres figurant dans le présent rapport sont ceux arrêtés au 30 juin 2001 et renvoient aux structures administratives qui existaient à cette date.

## **II. Composition du Secrétariat**

### **A. Personnel de l'Organisation des Nations Unies**

8. Le pouvoir qu'a le Secrétaire général de nommer le personnel de l'Organisation découle du paragraphe 1 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, qui se lit comme suit : « Le personnel est nommé par le Secrétaire général conformément aux règles fixées par l'Assemblée générale. »

9. L'Assemblée générale a accordé à divers programmes, fonds et organes subsidiaires de l'ONU un statut spécial pour ce qui est de la nomination de leur personnel, à savoir : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Université des Nations Unies (UNU), Secrétariat de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, Greffe de la Cour internationale de Justice (CIJ) et Centre du commerce international (CCI). Le présent rapport n'a donc pas pour objet de donner des informations complètes au sujet du personnel de ces entités.

10. Les principes régissant le recrutement et l'emploi du personnel découlent du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte, qui est ainsi conçu :

« La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. »

11. Ces principes s'appliquent à tout le personnel de l'Organisation, y compris celui des secrétariats des programmes, fonds et organes subsidiaires ci-dessus, qui sont dotés d'un statut spécial pour ce qui est de la nomination de leur personnel.

12. Au 30 juin 2001, le nombre total de fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU et des entités dotées d'un statut spécial nommés pour un an ou plus s'établissait à 35 441. Sur ce total, 14 874 fonctionnaires rémunérés au moyen de fonds d'origine diverse étaient affectés au Secrétariat et 20 567 aux secrétariats d'autres entités de l'ONU (voir fig. I). Au 30 juin 2001, 7 835 fonctionnaires occupent les 8 989 postes inscrits au budget ordinaire pour 2001 (on trouvera au tableau A des précisions supplémentaires sur la composition du personnel, par catégorie et selon l'origine des fonds).

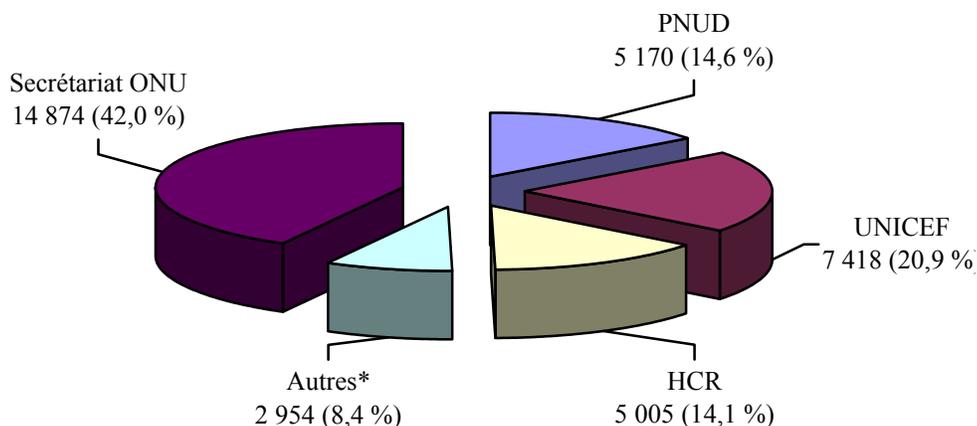
### **B. Personnel dont le recrutement est soumis au système des fourchettes optimales**

13. L'effectif total de 14 874 fonctionnaires nommés pour une année ou plus comprend un nombre limité de fonctionnaires du Secrétariat dont le recrutement est soumis au système des fourchettes optimales. La question du nombre de postes soumis à la répartition géographique, à partir duquel on détermine la fourchette optimale pour chaque État Membre, fait l'objet du chapitre III du présent rapport.

Les fonctionnaires concernés, désignés par l'appellation « fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique », sont au nombre de 2 445. Ils sont nommés par le Secrétaire général pour une période d'au moins un an et affectés à des postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur qui sont inscrits au budget ordinaire. Plusieurs catégories de fonctionnaires ne sont pas pris en compte : les fonctionnaires affectés aux secrétariats des programmes, fonds et organes subsidiaires de l'Organisation dotés d'un statut spécial pour ce qui est de la nomination de leur personnel; les fonctionnaires occupant des postes relevant du maintien de la paix, des postes expressément financés pour un service en mission ou des postes dont le coût est imputé au compte d'appui des opérations de maintien de la paix; les fonctionnaires titulaires de postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales; les agents du Service mobile et de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées (corps de métier, agents des services de sécurité, assistants d'information, etc.) qui sont recrutés sur le plan local; les fonctionnaires occupant des postes affectés exclusivement au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), au Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH) et au Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime (BCDPC); les fonctionnaires nommés à des postes financés sur une base interorganisations; les fonctionnaires occupant des postes relevant de projets de coopération technique; les administrateurs recrutés sur le plan national affectés à des centres d'information des Nations Unies; les fonctionnaires en congé spécial sans traitement; et les fonctionnaires détachés auprès d'autres organisations.

Figure I

### Répartition des fonctionnaires du Secrétariat et des autres entités de l'ONU



\* Y compris les entités ci-après : CIJ, CFPI, CCI, FNUAP, UNITAR, Caisse des pensions, UNOPS, UNRWA et UNU.

Tableau A  
**Personnel du Secrétariat et des autres entités de l'Organisation  
des Nations Unies, par catégorie et selon le régime des fonds, au 30 juin 2001**

	<i>Budget ordinaire</i>				<i>Fonds extrabudgétaires</i>				<b>Total général</b>
	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>	<i>Agents engagés au titre des projets</i>	<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>	<b>Total</b>	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>	<i>Agents engagés au titre des projets</i>	<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>	<b>Total</b>	
Secrétariat de l'ONU	2 978	25	4 482	<b>7 485</b>	2 530	811	4 048	<b>7 389<sup>a</sup></b>	<b>14 874</b>
PNUD					922 <sup>b</sup>	201	4 047 <sup>d</sup>	<b>5 170</b>	<b>5 170</b>
FNUAP					265 <sup>b</sup>	35 <sup>c</sup>	862 <sup>d</sup>	<b>1 162</b>	<b>1 162</b>
HCR	85		127	<b>212</b>	1 366		3 427	<b>4 793</b>	<b>5 005</b>
UNICEF					1 103 <sup>e</sup>	1 727 <sup>f</sup>	4 588	<b>7 418</b>	<b>7 418</b>
UNITAR					12	3	3	<b>18</b>	<b>18</b>
UNOPS					307	25	799	<b>1 131</b>	<b>1 131</b>
UNRWA <sup>g</sup>	75		10	<b>85</b>	18			<b>18</b>	<b>103</b>
CCI <sup>h</sup>					65	37	94	<b>196</b>	<b>196</b>
CFPI					16		20	<b>36</b>	<b>36</b>
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies					43		93	<b>136</b>	<b>136</b>
CIJ	22		31	<b>53</b>					<b>53</b>
UNU					21	32	66		<b>119</b>
<b>Total</b>	<b>3 160</b>	<b>25</b>	<b>4 650</b>	<b>7 835</b>	<b>6 668</b>	<b>2 871</b>	<b>18 047</b>	<b>27 586</b>	<b>35 421</b>

<sup>a</sup> Dont 22 postes d'administrateur et 102 postes d'agent des services généraux financés par imputation à des comptes producteurs de recettes.

<sup>b</sup> Y compris les postes imputés au budget de base du PNUD, les fonds administrés par le PNUD et les fonds supplémentaires du PNUD.

<sup>c</sup> Y compris les administrateurs auxiliaires.

<sup>d</sup> Y compris les administrateurs recrutés sur le plan national et les agents du Service mobile.

<sup>e</sup> Y compris les administrateurs recrutés sur les plans international et national occupant des postes financés par des ressources ordinaires (budget d'appui).

<sup>f</sup> Y compris les administrateurs recrutés sur les plans international et national occupant des postes financés par d'autres ressources (fonds alloués aux projets).

<sup>g</sup> Non compris les agents locaux.

<sup>h</sup> Un certain nombre de postes du CCI sont financés conjointement par l'ONU (budget ordinaire et l'OMC).

<sup>i</sup> Y compris 1 220 fonctionnaires affectés aux opérations de maintien de la paix titulaires d'engagements de durée limitée mais à l'exclusion des agents locaux affectés aux opérations de maintien de la paix, quelle que soit l'origine des fonds.

### C. Représentation des États Membres

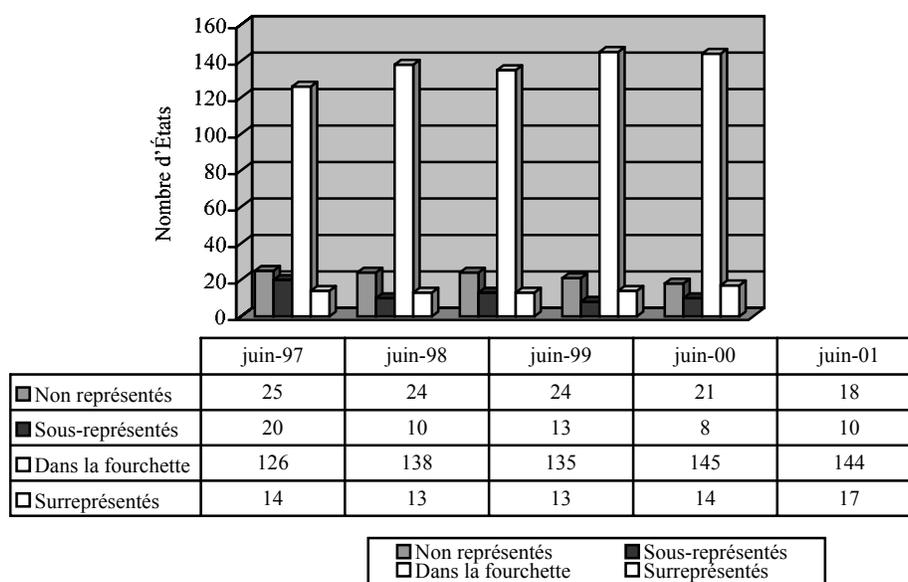
14. Chaque État Membre est classé dans l'une ou l'autre des quatre catégories suivantes : États non représentés, États sous-représentés, États se situant dans la fourchette optimale et États surreprésentés. Un État Membre est dit « non représenté » lorsque aucun de ses nationaux n'occupe un poste soumis à la

répartition géographique; il est dit « sous-représenté » lorsque le nombre de ses nationaux occupant de tels postes est inférieur à la limite inférieure de la fourchette optimale; il est dit « dans la fourchette souhaitable » lorsque le nombre de ses nationaux occupant de tels postes se situe entre les limites inférieure et supérieure de la fourchette optimale; et il est dit « surreprésenté » lorsque le nombre de ses nationaux occupant de tels postes est supérieur à la limite supérieure de la fourchette optimale.

15. Au 30 juin 2001, 18 États Membres étaient non représentés (contre 21 en juin 2000) : Andorre, Bahreïn, Brunéi Darussalam, Émirats arabes unis, Guinée-Bissau, Îles Marshall, Kiribati, Monaco, Nauru, Ouzbékistan, Palaos, Qatar, République de Moldova, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Tadjikistan, Tonga et Turkménistan. Dix États étaient sous-représentés (contre 8 en juin 2000) : Arabie saoudite, Autriche, Brésil, Chine, Grèce, Japon, Koweït, Norvège, Portugal et République de Corée. Dix-sept États Membres étaient surreprésentés : Belgique, Cameroun, Chili, Égypte, Éthiopie, Fédération de Russie, Inde, Kenya, Liban, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Philippines, Sénégal, Suède, Thaïlande et Ukraine. Tous les États Membres se situaient dans la fourchette optimale les concernant.

16. La figure II illustre l'évolution de la représentation des États Membres pour ce qui est des fonctionnaires dont le recrutement est soumis au système des fourchettes optimales au cours de la période de cinq ans allant de 1997 à 2001.

Figure II  
Représentation des États Membres, juin 1997-juin 2001



17. Les tableaux 1 à 4 de l'annexe présentent le nombre de postes soumis à la répartition géographique; les données figurant au tableau 1 indiquent le nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique par nationalité, par classe et par sexe, le nombre correspondant au point médian de la fourchette optimale et la fourchette elle-même; les données du tableau 2 sont

ventilées par type de nomination au 30 juin 2000 et au 30 juin 2001; le tableau 3 présente, pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, les nominations de fonctionnaires par nationalité, par classe et par sexe; et le tableau 4 indique les nominations et les cessations de service de fonctionnaires, ventilées par nationalité, par type de nomination et par sexe, pour la même période.

#### **D. Représentation des États Membres aux postes de direction et de décision**

18. Aux paragraphes 1 et 3 de la section X de sa résolution 55/258, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de veiller à ce que, en règle générale, aucun ressortissant d'un État Membre donné ne succède à un ressortissant de cet État à un poste de rang élevé et à ce qu'aucun des postes de rang élevé ne soit l'apanage des ressortissants d'un État ou d'un groupe d'États donné, et elle l'a prié de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer, aux échelons supérieur et directeur du Secrétariat, la représentation équitable des États Membres, en particulier de ceux qui ne sont pas suffisamment représentés à ces échelons, qui ne sont pas représentés ou sont sous-représentés, en particulier les pays en développement, conformément à ses résolutions pertinentes, et de continuer d'inclure des renseignements à ce sujet dans tous ses futurs rapports sur la composition du Secrétariat.

19. Les postes de direction et de décision sont définis comme étant les postes d'administrateur général (D-1) et les postes supérieurs. On a indiqué au tableau 9 de l'annexe, à des fins de référence et de comparaison avec les rapports antérieurs, des données concernant le nombre de fonctionnaires de rang élevé dont le recrutement est soumis au système des fourchettes optimales, données ventilées selon le pays dont les fonctionnaires ont la nationalité.

20. Le tableau B contient des données sur la représentation des pays en développement et des autres pays aux postes soumis à la répartition géographique à partir de la classe D-1, à partir de la classe D-2 et à partir du rang de Sous-Secrétaire général (pour plus de détails sur la représentation des États Membres pris individuellement aux postes de direction et de décision, voir les tableaux 1, 3 et 9 de l'annexe). Pour tous les postes de la classe D-1 et au-dessus, le ratio entre la représentation des pays en développement et celle des autres pays est passé de 46,7/53,2 en 1997 à 49,5/50,5 en 2000. Pour les postes de la classe D-2 et au-dessus, le ratio correspondant est passé de 46,3/53,7 en 1997 à 52,7/47,3 en 2001. À partir du rang de Sous-Secrétaire général, le ratio est passé de 56,3/43,7 en 1997 à 55/45 en 2001.

Tableau B  
**Représentation des pays en développement et des autres pays aux postes soumis à la répartition géographique, 1997-2001**

Année	Fourchettes optimales	Point médian pour le groupe	Pourcentage	Nombre de fonctionnaires	Pourcentage	Nombre de fonctionnaires de la classe D-1 et au-dessus	Pourcentage	Nombre de fonctionnaires de la classe D-2 et au-dessus	Pourcentage	Nombre de fonctionnaires ayant rang de SSG et au-dessus	Pourcentage	
Pays en développement	1999	851-1 151	1 000,6	38,5	1 024 (369)	42,8 (40,3)	151 (43)	47,9	53 (9)	49,1	23 (2)	57,5
	2000	855-1 157	1 006,4	38,7	1 022 (382)	43,0 (41,0)	150 (43)	48,5	52 (11)	49,1	21 (2)	56,8
	2001	896-1 213	1 054,6	40,6	1 038 (400)	42,7 (40,9)	161 (50)	49,5	59 (14)	52,7	22 (4)	55,0
Autres pays	1999	1 193-1 614	1 403,3	54,0	1 120 (506)	46,8 (55,3)	150 (48)	47,6	49 (11)	45,4	16 (3)	40,0
	2000	1 198-1 621	1 410,0	54,2	1 102 (508)	46,4 (54,5)	144 (50)	46,6	47 (11)	44,3	14 (3)	37,8
	2001	1 156-1 564	1 360,3	52,3	1 130 (526)	46,5 (53,8)	147 (53)	45,2	46 (10)	41,1	15 (3)	37,5
Pays à économie en transition	1999	167-225	196,1	7,5	251 (40)	10,5 (4,4)	14 (1)	4,4	6 (1)	5,6	1 (0)	2,5
	2000	156-211	183,5	7,1	252 (42)	10,6 (4,5)	15 (2)	4,9	7 (1)	6,6	2 (0)	5,4
	2001	157-213	185,1	7,1	264 (52)	10,9 (5,3)	17 (3)	5,2	7 (1)	6,3	3 (1)	7,5
<b>Total</b>	<b>1999</b>	<b>2 210-2 990</b>	<b>2 600,0</b>	<b>100,0</b>	<b>2 384 (881)</b>	<b>100,0 (100,0)</b>	<b>315 (92)</b>	<b>100,0</b>	<b>108 (21)</b>	<b>100,0</b>	<b>40 (5)</b>	<b>100,0</b>
	<b>2000</b>	<b>2 210-2 990</b>	<b>2 600,0</b>	<b>100,0</b>	<b>2 376 (936)</b>	<b>100,0 (100,0)</b>	<b>309 (95)</b>	<b>100,0</b>	<b>106 (23)</b>	<b>100,0</b>	<b>37 (5)</b>	<b>100,0</b>
	<b>2001</b>	<b>2 210-2 990</b>	<b>2 600,0</b>	<b>100,0</b>	<b>2 432 (978)</b>	<b>100,0 (100,0)</b>	<b>325 (106)</b>	<b>100,0</b>	<b>112 (25)</b>	<b>100,0</b>	<b>40 (8)</b>	<b>100,0</b>

Source : *Situation économique et sociale dans le monde, 2001* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.2001.II.C.1).  
Le nombre de femmes est indiqué entre parenthèses.

## E. Représentation des femmes

21. Depuis la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale et conformément à la résolution 45/239 C et à la section XIV de la résolution 55/258, le Secrétaire général continue de rendre compte des efforts qui sont faits pour accroître le nombre de femmes aux postes du Secrétariat soumis à la répartition géographique, et en particulier aux postes de direction et de décision. Pendant la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 2001, le nombre de femmes titulaires d'un poste de la classe D-1 ou d'un poste supérieur est passé de 62 à 106, soit une augmentation de 71 %. Le tableau 5 de l'annexe indique, par nationalité, par classe et par sexe, le nombre de fonctionnaires occupant des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales. Le tableau C indique, pour la période de cinq ans 1997-2001, la proportion des femmes par rapport au nombre total de fonctionnaires occupant un poste soumis à la répartition géographique. Au 30 juin 2001, 983 femmes étaient titulaires d'un poste soumis à la répartition géographique, soit 40,2 % du total, ce qui représente une augmentation de 1 % par rapport à 2000. Au cours des cinq dernières années, le pourcentage de femmes titulaires d'un poste soumis à la répartition géographique a augmenté de plus de 9 %. On trouvera plus loin aux paragraphes 45 à 47 des données concernant les autres fonctionnaires du Secrétariat titulaires d'un poste non soumis au système des fourchettes optimales.

Tableau C

**Proportion de femmes par rapport au nombre total de fonctionnaires occupant un poste soumis à la répartition géographique, 30 juin 1997-30 juin 2001**

<i>Année</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>
Nombre total de fonctionnaires	2 461	2 400	2 410	2 389	2 445
Nombre total de femmes	901	885	919	936	983
Pourcentage des effectifs féminins	36,61	38,87	38,13	39,17	40,2

22. Le tableau D indique, par classe, la proportion de femmes par rapport au nombre total de fonctionnaires titulaires d'un poste soumis à la répartition géographique ou d'un poste exigeant des connaissances linguistiques spéciales. Y sont comparées les données pour 1991 et 2001. Au cours des 10 dernières années, le pourcentage de femmes titulaires d'un poste soumis à la répartition géographique est passé de 29,2 % à 40,2 % du nombre total de fonctionnaires occupant de tels postes. Le pourcentage de femmes titulaires d'un poste exigeant des connaissances linguistiques spéciales est passé de 33,8 % à 38,4 %.

Tableau D  
**Proportion de femmes par rapport au nombre total de fonctionnaires occupant un poste soumis à la répartition géographique ou un poste exigeant des connaissances linguistiques spéciales par classe, 1991 et 2001**

Classe	Postes soumis à la répartition géographique				Postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales <sup>a</sup>			
	1991		2001		1991		2001	
	Nombre de femmes	Pourcentage	Nombre de femmes	Pourcentage	Nombre de femmes	Pourcentage	Nombre de femmes	Pourcentage
SGA	2	7,4	4	17,4				
SSG	–	–	4	23,5				
D-2	10	11,8	17	23,3				
D-1	20	8,2	82	38,3				
P-5	75	16,2	149	32,3	35	27,8	62	43,4
P-4	214	30,7	266	38,7	120	35,8	126	35,8
P-3	248	37,8	286	45,2	114	34,3	126	37,8
P-2	182	46,0	175	52,1	30	33,0	16	50,0
P-1	8	47,1	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>759</b>	<b>29,2</b>	<b>983</b>	<b>40,2</b>	<b>299</b>	<b>33,8</b>	<b>330</b>	<b>38,4</b>

<sup>a</sup> Les postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales appartiennent aux seules classes P-2 à P-5.

23. Le tableau 3 de l'annexe indique la répartition, par nationalité, par classe et par sexe, des 159 nominations à des postes soumis à la répartition géographique à laquelle il a été procédé entre le 1er juillet 2000 et le 30 juin 2001. Le tableau E en donne une version condensée.

Tableau E  
**Nombre de nominations, par sexe, par classe et par nombre de nationalités, soumis à la répartition géographique, du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001**

Classe	Femmes			Hommes		
	Nombre de nominations	Pourcentage du total	Nombre de nationalités représentées	Nombre de nominations	Pourcentage du total	Nombre de nationalités représentées
SGA	1	25,0	1	3	75,0	3
SSG	–	–	–	1	100,0	1
D-2	–	–	–	1	100,0	1
D-1	3	30,0	3	7	70,0	7
P-5	4	23,5	4	13	76,5	12
P-4	7	46,7	7	8	53,3	8
P-3	18	51,4	14	17	48,6	15
P-2	46	60,5	20	30	39,5	18
P-1	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>79</b>	<b>49,7</b>	<b>37<sup>a</sup></b>	<b>80</b>	<b>50,3</b>	<b>43<sup>a</sup></b>

<sup>a</sup> Pour certaines nationalités, il y a eu des nominations multiples.

24. Les tableaux 8.A à E de l'annexe présentent la répartition par sexe des fonctionnaires du Secrétariat, ventilée par département ou bureau et par classe, au 30 juin 2001. Le tableau 8.A indique, par classe, le nombre de fonctionnaires titulaires d'un poste soumis à la répartition géographique. Le tableau 8.B présente des données comparables pour les fonctionnaires titulaires d'un poste exigeant des connaissances linguistiques spéciales. Le tableau 8.C combine ces deux catégories de données. Le tableau 8.D couvre les agents des services généraux et des catégories apparentées, et les données sont ventilées par sexe. Le tableau 8.E présente la répartition par département ou bureau et par classe des 5 508 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur.

## F. Recrutements

25. Au cours de la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, 159 personnes ont été recrutées dans le cadre du système des fourchettes optimales. Comme l'indique le tableau 3 de l'annexe, 5 des intéressés (3,1 %) étaient des ressortissants d'États Membres non représentés; 38 (33,9 %) des ressortissants d'États Membres sous-représentés; 109 (68,6 %) des ressortissants d'États Membres se situant dans la fourchette; 6 (3,8 %) des ressortissants d'États Membres antérieurement surreprésentés qui se situaient dans la fourchette au 30 juin 2001; et 1 (0,6 %) ressortissant d'un État non membre – la Suisse.

26. Sur les 159 personnes engagées, 84 (52,8 %) étaient des lauréats des concours nationaux organisés pour pourvoir des postes des classes P-2 et P-3. Un autre lauréat, originaire des Comores, a été affecté au secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Quarante-huit (57,1 %) des 84 lauréats susmentionnés étaient des femmes.

27. Il était prévu d'organiser en 2001 des concours nationaux dans 38 États Membres (Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bahreïn, Bosnie-Herzégovine, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Grenade, Honduras, Îles Marshall, Îles Salomon, Islande, Italie, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Kiribati, Liechtenstein, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Norvège, Oman, Ouzbékistan, Palaos, République de Moldova, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Suède, Tadjikistan, Tonga et Vanuatu). Faute de candidats remplissant les conditions voulues, on a dû y renoncer dans le cas de l'Andorre, du Koweït, de la République démocratique populaire lao et des Palaos. Soixante-dix-neuf candidats qui s'étaient présentés à des concours en 2000 ont été reçus : 30 ont déjà reçu leur affectation, 14 n'étaient pas disponibles et 8 des 25 lauréats restants sont en cours de recrutement. Un lauréat italien a demandé à être retiré du fichier et un lauréat du Kirghizistan ne remplit plus les conditions requises.

28. Sur les 159 fonctionnaires recrutés, 79 (49,7 %) étaient des femmes, dont 24 étaient originaires de pays en développement et 8 de pays en transition.

29. Conformément au principe réaffirmé par l'Assemblée générale au paragraphe 17 de la section V de sa résolution 53/221 et au paragraphe 13 de la section IV de sa résolution 55/258, les 15 postes P-2 des services de conférence exigeant des connaissances linguistiques spéciales qui ont été pourvus au cours de la période considérée l'ont été exclusivement par voie de concours.

30. Le tableau 6 de l'annexe indique le nombre d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur qui, au 30 juin 2001, avaient été expressément recrutés pour des missions; les données sont ventilées par nationalité, par classe et par sexe, et les chiffres de l'année précédente sont également indiqués à des fins de comparaison. L'augmentation observée tient au fait que 1 220 fonctionnaires engagés pour une période de durée limitée étaient au service d'opérations de maintien de la paix depuis plus d'un an.

#### **Action menée pour promouvoir le recrutement de lauréats des concours nationaux**

31. L'affectation de lauréats des concours nationaux à des postes vacants et le contrôle étroit de ce processus font partie des questions prioritaires qui ont été abordées lors des réunions sur la planification des ressources humaines organisées en 2000-2001 avec les différents départements et bureaux. Le fichier existant a été actualisé avec l'aide des missions permanentes des États Membres auprès de l'Organisation. On a mis au point un fichier électronique accessible à tous les directeurs de programme dans l'ensemble du Secrétariat.

32. Trente-trois (43,4 %) des candidats à des postes de la classe P-2 ont été recrutés par des bureaux hors Siège tandis que 43 (56,6 %) ont été affectés à des postes à New York. Cinquante-deux personnes (61,9 % de tous les candidats ayant reçu une affectation) ont été nommées à l'Office des Nations Unies à Genève, au Département des affaires économiques et sociales, au Département de la gestion, au Bureau des services de contrôle interne ou à la CESAO. À la classe P-3, six lauréats (75 %) ont été recrutés par des bureaux hors Siège et deux (25 %) par le Siège, à New York. Le tableau F présente, pour la période allant de juillet 2000 à juin 2001, la répartition par département ou bureau des lauréats des concours nationaux qui ont reçu une affectation.

Tableau F

#### **Données relatives à l'affectation des lauréats des concours nationaux, par département ou bureau, juillet 2000-juin 2001**

<i>Département</i>	<i>P-2</i>	<i>P-3</i>
Département des affaires économiques et sociales	9	
Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence	1	1
Département de la gestion	14	
Département des affaires politiques	3	
Département de l'information	3	1
Département des opérations de maintien de la paix	3	1
Commission économique pour l'Afrique	3	1
Commission économique pour l'Europe	2	
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	1	
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	6	1
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	1	2
Bureau des services de contrôle interne	4	

<i>Département</i>	<i>P-2</i>	<i>P-3</i>
Bureau des affaires juridiques	7	
Office des Nations Unies à Genève (Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement)	14	
Office des Nations Unies à Nairobi (Centre des Nations Unies pour les établissements humains/Programme des Nations Unies pour l'environnement)	2	
Office des Nations Unies à Vienne (Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime)	4	
<b>Total</b>	<b>77</b>	<b>7</b>

### III. Système des fourchettes optimales pour la répartition géographique du personnel

33. Le changement de statut d'un État Membre du point de vue de sa représentation au Secrétariat peut résulter de plusieurs facteurs : la nomination ou la cessation de service de ressortissants; l'ajustement de la fourchette optimale en raison de l'augmentation ou de la diminution du nombre de postes soumis à la répartition géographique; une modification du nombre d'États Membres; des modifications du barème des quotes-parts; l'évolution démographique; et la modification du statut de certains fonctionnaires (par exemple, départ ou détachement, ou prise d'un congé spécial sans traitement, retour après un détachement ou un congé spécial, ou changement de nationalité).

34. Les principes régissant le fonctionnement du système des fourchettes optimales ont été exposés à la section III du rapport du Secrétaire général sur la composition du Secrétariat en date du 11 septembre 1998 (A/53/375 et Corr.1 à 3).

35. En 1998, le chiffre de base a été ajusté et ramené de 2 700 à 2 600 pour tenir compte d'une diminution supérieure à 100 du nombre des postes soumis à ce système. Le nombre de postes à prendre en compte pour le calcul des fourchettes optimales est actuellement de 2 642 contre 2 605 au 30 juin 2000. L'augmentation étant inférieure à 100, et le nombre de postes ne dépassant pas 2 700, le chiffre de base utilisé (2 600) n'a pas été ajusté.

36. Le tableau 7 de l'annexe présente les statistiques relatives à l'application du système des fourchettes optimales pour la répartition géographique du personnel. Il indique également la répartition pondérée des effectifs concernés et la situation effective et pondérée de chaque État Membre.

37. Les données et la méthode de calcul utilisées pour déterminer la fourchette pondérée, le point médian pondéré et la situation effective pondérée, par État Membre, sont présentées dans le tableau 7 de l'annexe. Comme indiqué dans le tableau G, le pourcentage du total des effectifs par classe (col. 2) est appliqué au chiffre de base de 2 600 (col. 3). Le résultat est pondéré par le traitement annuel brut en milliers de dollars des États-Unis (col. 4) afin d'obtenir un chiffre de base pondéré (col. 5). Au 30 juin 2001, la valeur moyenne pondérée de chaque poste s'établissait à 80,87 points (210 262/2 600). Le facteur « qualité de Membre » pondéré s'établissait donc à 84 105 points (40 % de 210 262), le facteur

« population » pondéré à 10 513 points (5 %) et le facteur « contribution » pondéré à 115 644 points (55 %). Ces chiffres représentent la situation globale : pour chaque État Membre, il est procédé sur la même base à un calcul distinct qui permet d'obtenir le chiffre de base pondéré individuel. Le point médian pondéré indiqué dans le tableau 7 de l'annexe représente la somme des facteurs « qualité de Membre », « population » et « contribution » pondérés : la fourchette pondérée est l'intervalle comprenant les 15 % supérieurs et les 15 % inférieurs [mais l'écart ne peut être inférieur ou supérieur à 388 points (4,8 x 80,87) et la limite supérieure ne peut être inférieure à 1 132 points (14 x 80,87)]. La situation effective pondérée pour chaque État Membre est le nombre total de fonctionnaires de cet État dans chaque classe, multiplié par le traitement annuel brut correspondant à la classe considérée.

Tableau G  
Méthode de calcul des fourchettes pondérées

<i>Classe</i>	<i>Nombre de fonctionnaires (1)</i>	<i>Pourcentage du nombre total de fonctionnaires (2)</i>	<i>Pourcentage appliqué au chiffre de base (3)</i>	<i>Traitement annuel brut (en milliers de dollars É.-U.)<sup>a</sup> (4)</i>	<i>Chiffre de base pondéré (5)</i>
SGA	23	0,941	24,46	167	4 084
SSG	17	0,695	18,08	152	2 748
D-2	73	2,986	77,63	124	9 626
D-1	214	8,753	227,57	110	25 032
P-5	461	18,855	490,22	97	47 552
P-4	688	28,139	731,62	80	58 529
P-3	633	25,890	673,13	65	43 753
P-2	336	13,742	357,30	53	18 937
P-1	–			41	
<b>Total</b>	<b>2 445</b>	<b>100,000</b>	<b>2 600,00</b>		<b>210 262</b>

<sup>a</sup> Barème des traitements entré en vigueur le 1er mars 2001.

#### IV. Analyse démographique des ressources humaines

38. Pour pouvoir planifier la gestion des ressources humaines et suivre l'évolution des effectifs, il faut avoir une vision générale de la composition du Secrétariat. L'analyse à laquelle il est procédé ci-après porte sur tous les fonctionnaires nommés pour une durée d'au moins un an, quels que soient leur catégorie, leur type de nomination et la source de financement de leur poste<sup>1</sup>. Compte tenu de ce critère, l'effectif de base retenu pour l'analyse démographique était de 11 244 fonctionnaires au 30 juin 2001. Les renseignements concernant l'ensemble du Secrétariat et les projections établies pour la période de 2001 à 2005 proviennent de la base de données du Système intégré de gestion (SIG).

## A. Caractéristiques démographiques du personnel du Secrétariat

### Répartition du personnel par catégorie et par classe

39. L'effectif de base utilisé pour l'analyse démographique ci-après (11 244 fonctionnaires) représente une augmentation de 4,7 % par rapport à l'effectif de base au 30 juin 2000 (10 738 fonctionnaires). L'augmentation est de 3,7 % (136 fonctionnaires) dans la catégorie des administrateurs. Le nombre des fonctionnaires des classes P-1 et P-2 a progressé de 3 % (14 fonctionnaires) depuis le 1er juillet 2000. Cette modeste augmentation traduit un renversement de tendance par rapport à la réduction de 13 % observée entre le 1er juillet 1999 et le 30 juin 2000. L'augmentation de 5,4 % (66 fonctionnaires) du nombre de fonctionnaires de la classe P-3 est la plus importante de la catégorie et résulte essentiellement de promotions. Le nombre d'agents des services généraux et des catégories apparentées a augmenté de 5,2 % (324 fonctionnaires). Dans le cas des directeurs, le taux d'augmentation est important également (5,7 %), mais il s'applique à des effectifs plus faibles; la progression concerne presque uniquement la classe D-1 (7,3 %). La figure III illustre la répartition du personnel du Secrétariat par catégorie. La figure IV montre la répartition selon la classe ou le rang des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et des directeurs et la figure V la répartition par classe des agents des services généraux et des catégories apparentées.

40. Huit départements ou bureaux<sup>2</sup> ont vu leurs effectifs augmenter de 5 % ou plus depuis le 1er juillet 2000. Les augmentations les plus fortes ont été enregistrées à la Division de l'administration et de la logistique des missions du Département des opérations de maintien de la paix (101 fonctionnaires, soit +20 %), dans les autres subdivisions du Département (80 fonctionnaires, soit +25,8 %), au PNUE (76 fonctionnaires, soit +13,5 %), à l'Office des Nations Unies à Nairobi (58 fonctionnaires, soit +15,1 %), à la COCOVINU (38 fonctionnaires, soit +146 %), à la CEA (34 fonctionnaires, soit +7,4 %), à la CEPALC (25 fonctionnaires, soit +5,3 %) et au Bureau chargé du Programme Iraq (22 fonctionnaires, soit +44 %). Le renforcement des effectifs de la Division de l'administration et de la logistique des missions et des autres unités du Département des opérations de maintien de la paix a pour objet d'appuyer les missions opérationnelles spéciales. L'augmentation du personnel des services organiques du PNUE est la seconde en deux ans et s'est accompagnée d'un renforcement du personnel d'appui à l'Office des Nations Unies à Nairobi. Dans le cas de la COCOVINU et du Bureau chargé du Programme Iraq, l'augmentation des effectifs s'explique par un élargissement du mandat. Une seule entité, la Commission d'indemnisation des Nations Unies, a réduit son personnel de plus de 5 % depuis 2000 (18 fonctionnaires, soit -7,6 %).

41. Comme l'année précédente, la répartition des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs (voir fig. IV) fait apparaître une concentration de plus des deux tiers aux classes P-3 et P-4 alors que les classes P-1/P-2 sont peu nombreuses (elles ne représentent que 3,8 % du total). Dans le cas des directeurs, les trois quarts des effectifs sont des fonctionnaires de la classe D-1. Dans la catégorie des services généraux et les catégories apparentées, les chiffres confirment que les trois quarts des fonctionnaires sont concentrés dans trois classes (G-4, G-5 et G-6) (voir fig. V).

### Répartition du personnel par département ou bureau

42. Il ressort de la figure IV, qui illustre la répartition du personnel par département ou bureau, que plus de 60 % des fonctionnaires du Secrétariat se répartissent entre huit départements ou bureaux<sup>3</sup>. À New York, c'est le Département de la gestion qui a l'effectif le plus important (11,2 %), suivi de près par le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence (10,5 %). Parmi les lieux d'affectation hors Siège, c'est l'Office des Nations Unies à Genève qui a l'effectif le plus important (9,8 %). Les effectifs du Siège de l'ONU à New York représentent 41 % de l'ensemble du personnel du Secrétariat; 45 % sont en poste dans sept bureaux extérieurs (Genève, Nairobi, Vienne, Bangkok, Addis-Abeba, Santiago et Beyrouth) et les 14 % restants sont affectés à des missions sur le terrain.

### Répartition par nationalité

43. Sur l'ensemble des fonctionnaires du Secrétariat, plus de 70 % sont ressortissants de 22 États Membres. Sept États Membres – les États-Unis d'Amérique, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, la France, le Kenya, les Philippines et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord – comptent chacun plus de 400 fonctionnaires. Le fait d'inclure dans l'analyse les agents des services généraux et des catégories apparentées fait apparaître une plus forte représentation des pays où se trouvent les villes sièges, d'autres grands bureaux et les commissions régionales (Autriche, Chili, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Kenya, Liban, Suisse et Thaïlande). L'évolution des effectifs entre le 1er juillet 2000 et le 30 juin 2001 a retenti sur la manière dont sont représentés certains États Membres : 14 pays ont vu le nombre de leurs ressortissants augmenter de plus de 10 depuis le 1er juillet 2000<sup>4</sup>. Un État Membre<sup>5</sup> a désormais plus de 10 ressortissants de plus. Dix-huit États Membres continuent à n'être représentés<sup>6</sup> dans aucune catégorie de personnel; le nombre est le même que l'an dernier. Des ressortissants de quatre États Membres qui jusque-là n'étaient pas représentés<sup>7</sup> ont été engagés pendant la période considérée.

### Répartition par sexe

44. Les femmes et les hommes sont presque à égalité dans l'ensemble du Secrétariat (51,2 % des fonctionnaires sont des femmes et 48,8 % des hommes). La proportion de femmes a augmenté de 0,5 point par rapport au 30 juin 2000. Cette situation de quasi-parité au niveau global ne rend cependant pas compte des disparités entre catégories et entre départements et bureaux. Aux deux échelons les plus élevés du Secrétariat (SGA et SSG), les femmes sont toujours très peu représentées (14,5 %, soit un gain de 4 points en un an). Elles sont également peu nombreuses dans la catégorie des directeurs (29,2 %, soit une augmentation de 1,3 point par rapport à 2000, bien que leur progression reste forte à la classe D-1 où elles représentent 31,8 % des effectifs, soit un gain de 2 points depuis le 1er juin 2000. Dans la catégorie des administrateurs, elles occupent 38,5 % des postes (0,1 % de plus qu'en 2000). Elles sont plus nombreuses dans les classes d'entrée où l'objectif de 50 % fixé par l'Assemblée générale est pratiquement atteint ou même dépassé (elles occupent 52,8 % des postes P-2 et 41 % des postes P-3). Les femmes sont majoritaires (63 %) dans la catégorie des services généraux et les catégories apparentées. Deux groupes continuent de compter un très faible pourcentage de femmes : le Service de la sécurité et de la sûreté (9,2 % en augmentation de

1,7 point pour la deuxième année consécutive) et les corps de métiers (3,1 %, soit une diminution de 0,5 point).

Figure III  
Répartition du personnel par catégorie, au 30 juin 2001

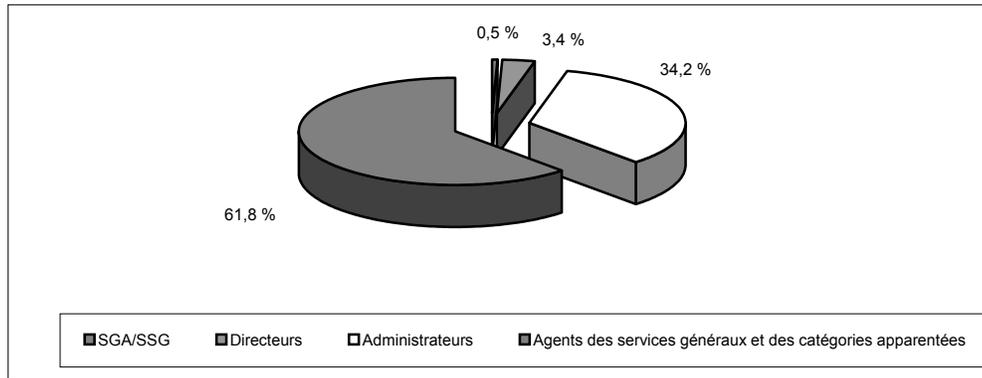


Figure IV  
Répartition par classe (administrateurs et directeurs), au 30 juin 2001

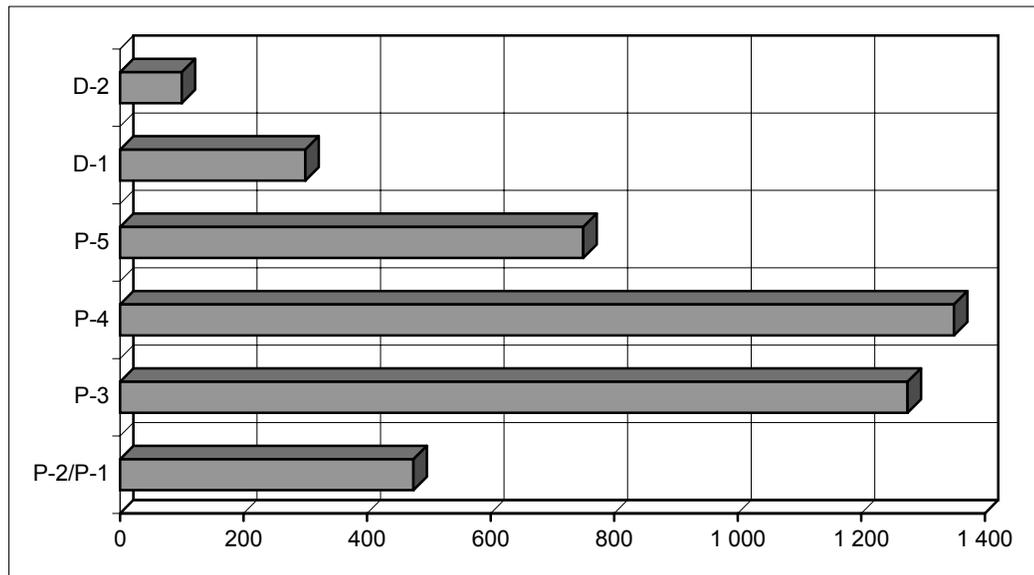


Figure V  
Répartition par classe (services généraux et catégories apparentées),  
au 30 juin 2001

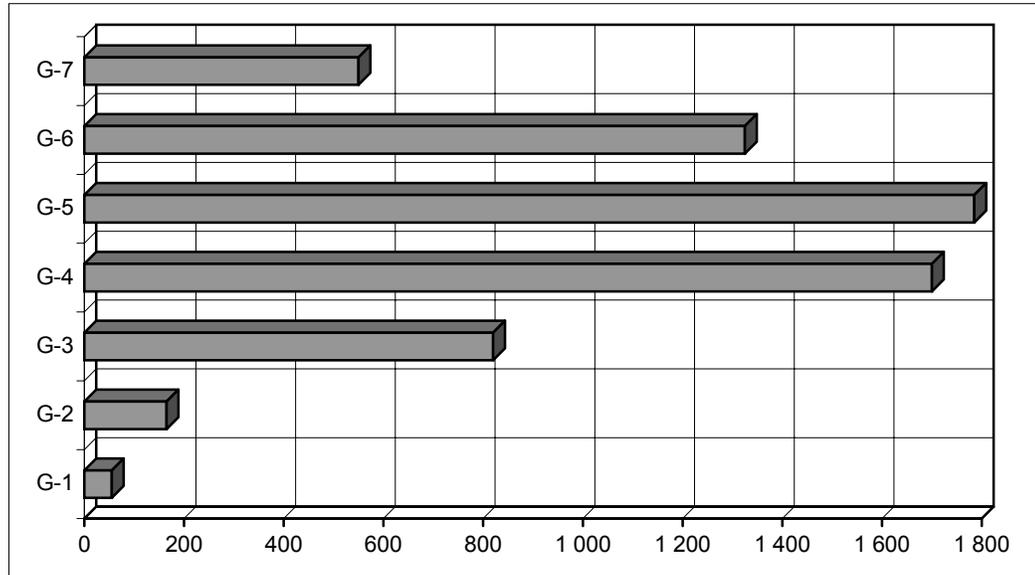
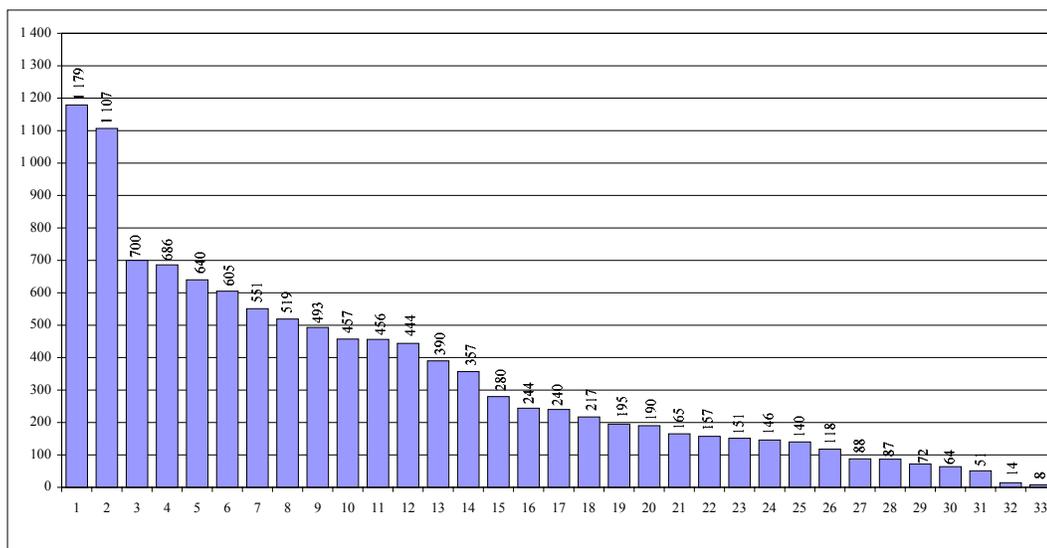


Figure VI  
Répartition du personnel par département ou bureau, au 30 juin 2001

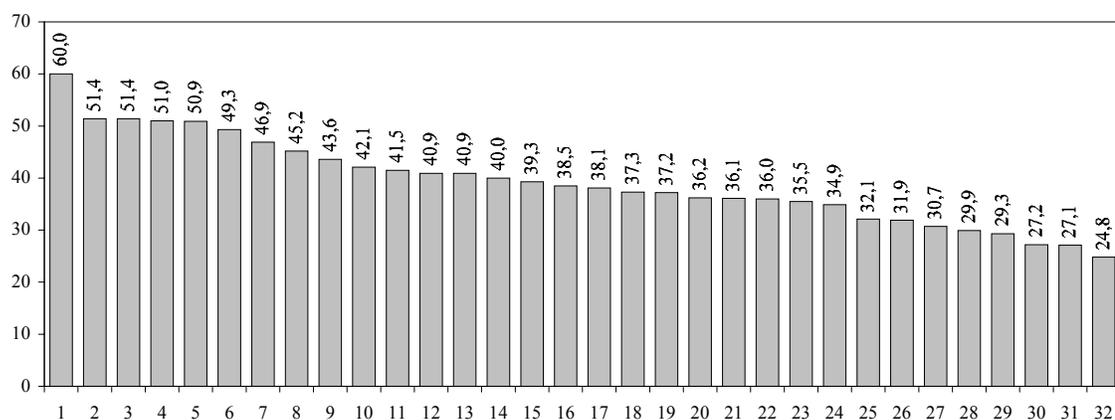


- 1 Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence
- 2 Office des Nations Unies à Genève
- 3 Département de la gestion/Bureau des services centraux d'appui
- 4 Département de l'information
- 5 Programme des Nations Unies pour l'environnement
- 6 Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions
- 7 Département des affaires économiques et sociales
- 8 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
- 9 Commission économique pour l'Afrique
- 10 Office des Nations Unies à Vienne
- 11 Office des Nations Unies à Nairobi
- 12 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- 13 Département des opérations de maintien de la paix
- 14 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- 15 Département de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité
- 16 Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
- 17 Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime
- 18 Commission d'indemnisation des Nations Unies
- 19 Département des affaires politiques
- 20 Département de la gestion/Bureau de la gestion des ressources humaines
- 21 Commission économique pour l'Europe
- 22 Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- 23 Bureau des affaires juridiques
- 24 Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)
- 25 Bureau de la coordination des affaires humanitaires
- 26 Bureau des services de contrôle interne
- 27 Cabinet du Secrétaire général
- 28 Département de la gestion
- 29 Bureau chargé du Programme Iraq
- 30 Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies
- 31 Département des affaires de désarmement
- 32 Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux
- 33 Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la protection des enfants en période de conflit armé

45. La figure VII permet de constater que quatre départements ou bureaux<sup>8</sup> (soit un de moins qu'en 2000) sont parvenus à l'égalité entre les sexes parmi les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur. Dans neuf autres<sup>9</sup> (soit cinq de plus qu'en 2000), le pourcentage est proche de l'objectif fixé, les femmes représentant entre 40 et 49 % des administrateurs. Dans 13 autres encore<sup>10</sup>, les femmes représentent entre 30 et 39 % des administrateurs et dans six autres<sup>11</sup>, moins de 30 %. Le pourcentage des femmes de la catégorie des administrateurs a augmenté dans 16 départements ou bureaux au cours de la période considérée.

46. Dans presque tous les départements et bureaux, la proportion de femmes reste en deçà de l'objectif fixé par l'Assemblée générale pour la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur. Depuis plusieurs années, elle ne progresse que de 1 % par an environ. À ce rythme, la parité entre les sexes dans cette catégorie risque de ne pas être atteinte avant 2012. Au cours de réunions de planification, le Bureau de la gestion des ressources humaines appelle régulièrement l'attention des chefs de département ou de bureau sur diverses questions relatives aux ressources humaines, en particulier l'amélioration de la proportion de femmes au Secrétariat. Le fait que le nombre de départements et bureaux où celle-ci varie entre 40 et 49 % ait plus que doublé témoigne de l'efficacité de l'action menée pour atteindre la parité – objectif qui est l'une des constantes des plans d'action arrêtés d'un commun accord par les départements et le Bureau.

Figure VII  
**Pourcentage de femmes parmi les administrateurs et fonctionnaires  
 de rang supérieur, au 30 juin 2001**



- 1 Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la protection des enfants en période de conflit armé
- 2 Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux
- 3 Département de la gestion
- 4 Département de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité
- 5 Département de l'information
- 6 Département de la gestion/Bureau de la gestion des ressources humaines
- 7 Département des affaires économiques et sociales
- 8 Bureau des affaires juridiques
- 9 Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- 10 Bureau chargé du Programme Iraq
- 11 Cabinet du Secrétaire général
- 12 Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime
- 13 Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence
- 14 Commission d'indemnisation des Nations Unies
- 15 Département des affaires de désarmement
- 16 Bureau de la coordination des affaires humanitaires
- 17 Département des affaires politiques
- 18 Office des Nations Unies à Genève
- 19 Bureau des services de contrôle interne
- 20 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- 21 Office des Nations Unies à Nairobi
- 22 Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
- 23 Office des Nations Unies à Vienne
- 24 Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)
- 25 Département des opérations de maintien de la paix
- 26 Programme des Nations Unies pour l'environnement
- 27 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
- 28 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- 29 Commission économique pour l'Europe
- 30 Département de la gestion/Bureau des services centraux d'appui
- 31 Commission économique pour l'Afrique
- 32 Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions

Figure VIII  
Répartition du personnel par type de nomination, au 30 juin 2001

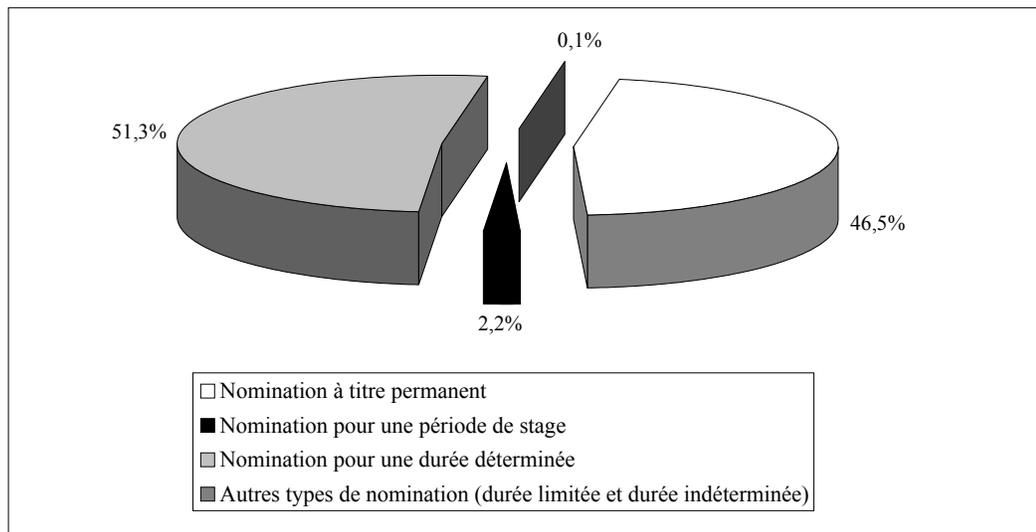


Figure IX  
Répartition du personnel selon l'âge et le sexe, au 30 juin 2001

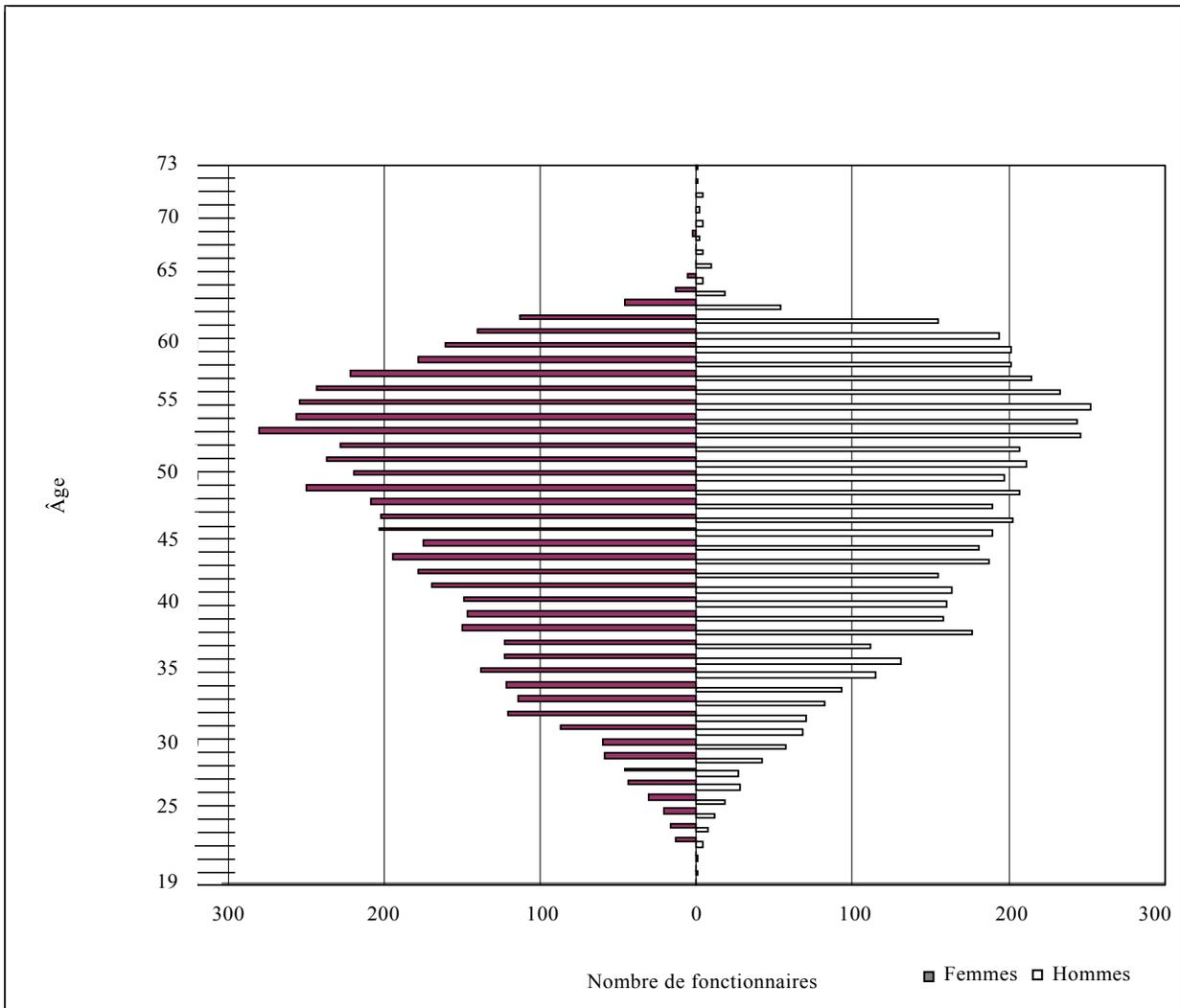
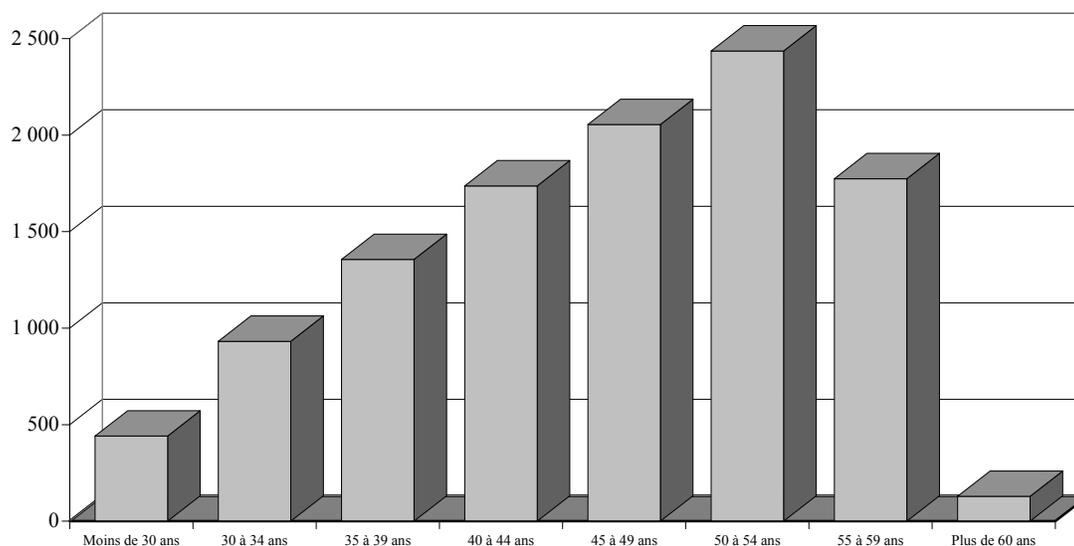


Figure X  
Groupes d'âge au Secrétariat, au 30 juin 2001



47. La figure VIII fait apparaître le rapport entre le nombre de nominations à titre permanent et celui des autres nominations au Secrétariat. Ce rapport varie d'une catégorie à l'autre : la proportion des nominations à titre permanent est de 52,4 % parmi les directeurs, de 53,1 % parmi les administrateurs, et de 42,9 % parmi les agents des services généraux et des catégories apparentées. La réduction du nombre de nominations de ce type observée depuis 2000 est la contrepartie de l'augmentation du nombre de nominations pour une durée déterminée, en particulier dans le cas du personnel engagé pour une mission. Soixante-trois pour cent des fonctionnaires émergeant au budget ordinaire sont titulaires de nominations à titre permanent, alors que la proportion est de 22,3 % pour ceux qui occupent des postes financés au moyen de fonds extrabudgétaires. Le rapport entre les nominations à titre permanent et les nominations pour une durée déterminée varie d'un département et d'un bureau à l'autre. On trouve à un extrême la Commission d'indemnisation des Nations Unies (1,4 %) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (6,1 %), qui comptent le moins de fonctionnaires bénéficiant d'un contrat permanent, et à l'autre le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence (80,8 %) et la CNUCED (67,2 %), qui en comptent le plus. La proportion de contrats de durée déterminée a augmenté, passant de 47,3 % en 2000 à 51,3 % en 2001. La proportion de contrats permanents parmi les fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique (66,7 %) est restée pour la troisième année consécutive inférieure au plafond fixé par l'Assemblée générale.

#### Répartition par âge

48. Au 30 juin 2001, l'âge moyen des fonctionnaires était de 45,6 ans, soit quatre mois de moins qu'en 2000. Cette diminution est la première depuis quatre ans. Des fonctionnaires du Secrétariat, 58 % ont plus de 45 ans, 26 % ont moins de 40 ans et 4,4 % seulement moins de 30 ans. Cette répartition apparaît aux figures IX et X qui

illustrent respectivement la répartition du personnel selon l'âge et le sexe et la répartition par groupes d'âge au Secrétariat. Hormis les secrétaires généraux adjoints et les sous-secrétaires généraux, c'est la catégorie des directeurs qui a l'âge moyen le plus élevé (54 ans). L'âge moyen des administrateurs dans leur ensemble est de 45,9 ans. Les fonctionnaires de cette catégorie sont d'âge moyen assez élevé aux classes d'entrée (36,6 ans à la classe P-2). Parmi les agents des services généraux et des catégories apparentées, la moyenne d'âge est de 44,9 ans.

49. Chez les directeurs, la moyenne d'âge des hommes est supérieure de deux ans à celle des femmes alors que dans la catégorie des administrateurs, elle l'est d'environ un an. Dans la catégorie des agents de sécurité, les hommes ont en moyenne six ans de plus que les femmes, l'écart tombant à 0,4 an dans la catégorie des services généraux. Les directeurs les plus jeunes sont ceux du Fonds pour les partenariats internationaux (50 ans en moyenne) et du Bureau des services centraux d'appui du Département de la gestion (51,4 ans en moyenne), et les plus âgés ceux de la COCOVINU (58,4 ans en moyenne) et du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (56,8 ans). Les administrateurs ont l'âge moyen le plus bas à la Commission d'indemnisation des Nations Unies (36,4 ans) et au Bureau chargé du Programme Iraq (42,4 ans), et le plus élevé à la CESAO (50 ans) et à la CEE (48,2 ans). Les départements ou bureaux où l'âge moyen général est le plus bas sont la Commission de compensation des Nations Unies (38,5 ans) et le Bureau chargé du Programme Iraq (36,8 ans), et ceux où il est le plus élevé sont la CEA (48,1 ans) et le Département des affaires de désarmement (47,7 ans).

### **Ancienneté**

50. L'ancienneté des fonctionnaires est un indicateur de l'expérience acquise à l'Organisation. L'ancienneté moyenne pour l'ensemble du personnel et tous les types de nomination est de 12,3 ans. Les titulaires d'un contrat permanent ont dans leur ensemble une ancienneté moyenne de 19,5 ans (23,2 ans pour les directeurs, 16,1 ans pour les administrateurs et 21,6 ans pour les agents des services généraux et des catégories apparentées). L'ancienneté moyenne des titulaires de contrats permanents n'a pas changé depuis 2000. L'ancienneté moyenne par département ou bureau pour l'ensemble des types de nomination varie au sein de l'Organisation : elle est particulièrement basse à la Commission d'indemnisation des Nations Unies (3,5 ans), au Bureau chargé du Programme Iraq (4,1 ans) et à la COCOVINU (4,5 ans) et particulièrement élevée à la CESAP (15,4 ans), à la CEA (15,1 ans), à la CEPALC (14,8 ans) et au Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence (14,7 ans). Une ancienneté inférieure à la moyenne s'explique en général par le fait que le personnel y est plus jeune, que les dates d'entrée en fonction y sont plus récentes ou que le taux de renouvellement du personnel y est plus élevé, ou par une combinaison de ces facteurs. Une ancienneté plus élevée que la moyenne dénote un personnel plus âgé et un taux de renouvellement plus faible. L'ancienneté moyenne des titulaires d'un contrat de durée déterminée d'un an ou plus est de 6,4 ans. L'ancienneté moyenne plus longue des directeurs correspond à leur moyenne d'âge plus élevée. L'ancienneté plus faible des administrateurs dans leur ensemble va de pair avec les taux de renouvellement plus élevés des titulaires de contrat de durée déterminée, la durée de carrière escomptée étant plus courte.

## B. Mouvements de personnel (du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001)

### Recrutements

51. La figure XI montre que 4 925 fonctionnaires ont été recrutés au Secrétariat entre le 1er juillet 2000 et le 30 juin 2001 (dont 44,6 % de nouvelles recrues et 55,2 % de fonctionnaires qui avaient déjà été recrutés auparavant). Le nombre total de fonctionnaires recrutés pour cette période est de 38,5 % plus élevé que pour la même période en 1999-2000. C'est dans la catégorie des services généraux que les recrutements ont été les plus nombreux (2 613 fonctionnaires, soit 53 % des recrutements), en particulier à l'Office des Nations Unies à Genève, à la CEA, au Département de l'information, à la CNUCED, à la CEPALC et au Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions. Les recrutements dans la catégorie des administrateurs (2 182 fonctionnaires, soit 44,3 %) ont été particulièrement nombreux dans les missions de maintien de la paix et pour leur soutien opérationnel au Siège (1 038 fonctionnaires, soit 21,1 % des recrutements). Les recrutements dans la catégorie des directeurs et aux postes plus élevés ont été légèrement inférieurs à ceux de la période 1999-2000 (88 fonctionnaires, soit 1,8 % des recrutements contre 2,8 % en 1999-2000). Les 743 personnes recrutées aux classes P-1/P-2 ont représenté 15 % de tous les recrutements et un peu plus du tiers des recrutements dans la catégorie des administrateurs. La majorité (51,4 %) de ces recrutements concernaient des postes vacants dans les missions de maintien de la paix et au Département de l'information. Les femmes ont représenté 46,6 % de tous les fonctionnaires recrutés (soit 4,6 % de plus que pendant la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000).

52. Dans la catégorie des services généraux, les départements et bureaux qui ont recruté plus de 50 fonctionnaires étaient l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Vienne, la CEA, le Département de l'information, la CNUCED, la CEPALC, le Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions, suivis par le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence et le Département de la gestion/Bureau des services centraux d'appui. Dans la catégorie des administrateurs, le Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions a recruté 42,4 % de tous les nouveaux administrateurs (925), suivi par le Département de l'information, le Département des opérations de maintien de la paix, la CNUCED, le PNUE, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Département des affaires économiques et sociales, l'Office des Nations Unies à Genève et le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence, qui ont recruté chacun plus de 50 nouveaux fonctionnaires. Neuf départements<sup>12</sup> ont recruté chacun au moins 20 fonctionnaires à la classe P-2 (la Division de l'administration et de la logistique des missions a recruté 235 fonctionnaires à la classe P-2). Parmi les 88 nouveaux directeurs recrutés, 34 l'ont été par la Division de l'administration et de la logistique des missions. Cette dernière a recruté 21,6 % de tous les fonctionnaires engagés entre le 1er juillet 2000 et le 30 juin 2001, suivi par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) (17,5 % de tous les recrutements), l'Office des Nations Unies à Vienne (8 %), le Département de l'information (6,5 %) et la Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (6,2 %). Les recrutements comprenaient des engagements pour des périodes de courte durée ou de durée limitée (51,3 %, la

plupart pour des missions), les engagements pour une durée déterminée (23,8 %) et les engagements pour une période de stage (2,6 %).

### **Cessation de service**

53. Entre le 1er juillet 2000 et le 30 juin 2001, 3 669 fonctionnaires ont quitté l'Organisation (fig. XII). Les cessations de service correspondaient globalement à la répartition des fonctionnaires par catégorie et par classe (2,2 % pour les directeurs et catégories supérieures, 38,3 % pour les administrateurs et 59,4 % pour les agents des services généraux et catégories apparentées). Les cessations de service aux classes P-1/P-2 ont été au nombre de 442, ce qui représente 12 % de toutes les cessations de service et 31,4 % des cessations de service dans la catégorie des administrateurs (106 fonctionnaires au Département de l'information, 83 à la Division de l'administration et de la logistique des missions, 34 à la CNUCED, 31 au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et 21 à l'Office des Nations Unies à Genève et à l'Office des Nations Unies à Vienne respectivement). Les femmes ont représenté 47,6 % des départs. La plupart des fonctionnaires qui sont partis venaient de l'Office des Nations Unies à Genève, de la Division de l'administration et de la logistique des missions, de l'Office des Nations Unies à Vienne, du Département de l'information, de la CNUCED, de la CEPALC, de la CEA et du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence (chaque département/bureau a enregistré plus de 100 départs). La raison de plus des trois quarts de toutes les cessations de service était le non-renouvellement des engagements de courte durée pour des missions et des contrats de durée déterminée. Le nombre de démissions entre le 1er juillet 1999 et le 30 juin 2000 a été de 445, soit près du double du nombre de départs à la retraite (243). Huit directeurs, 237 administrateurs et 183 agents des services généraux et catégories apparentées ont démissionné. Environ 27,8 % des administrateurs qui ont démissionné étaient de la classe P-2; la plupart avaient des contrats de durée déterminée ou de durée limitée.

### **Promotions**

54. Le terme « promotion » s'entend du passage d'une classe à la classe immédiatement supérieure et d'une catégorie à la catégorie immédiatement supérieure. Entre le 1er juillet 2000 et le 30 juillet 2001, 918 fonctionnaires du Secrétariat ont été promus. Le rapport entre le nombre de promotions au cours d'une année donnée et le nombre total de fonctionnaires en exercice au début de cette année porte le nom de « taux de promotion ». En 2000-2001, pour les fonctionnaires du Secrétariat, ce taux a été de 8,2 % (de 0,4 % inférieur à celui de 1999-2000). Les femmes ont bénéficié de 56 % des promotions, contre 44 % pour les hommes (32,6 % des promotions dans la catégorie des directeurs, 49,1 % dans la catégorie des administrateurs et 61,2 % parmi les agents des services généraux et catégories apparentées). Le Département de la gestion (170), le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence (71), l'Office des Nations Unies à Genève (90), le Département de l'information (60) et le Département des affaires économiques et sociales (53) ont tous eu plus de 50 promotions en 2000-2001. Ce sont le Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions, la CEE, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains et

l'Office des Nations Unies à Nairobi qui ont enregistré le nombre le plus faible de promotions.

### **Mutations**

55. Une mutation consiste, pour un fonctionnaire, à changer de poste sans changer de classe entre deux départements ou bureaux, que ce soit au même lieu d'affectation ou non. Au cours de la période considérée, il y a eu 181 mutations dans l'ensemble du Secrétariat. Le taux de mutation, qui est le rapport entre le nombre de mutations et l'effectif du Secrétariat pendant la même période a été de 1,6 % pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001. On notera que les mutations de femmes ont été plus nombreuses (69 % du total). La plupart se sont faites à destination ou à partir du Département des opérations de maintien de la paix (26), du Département de la gestion (24), de l'Office des Nations Unies à Genève (22), du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence (10) et du Département des affaires économiques et sociales (10).

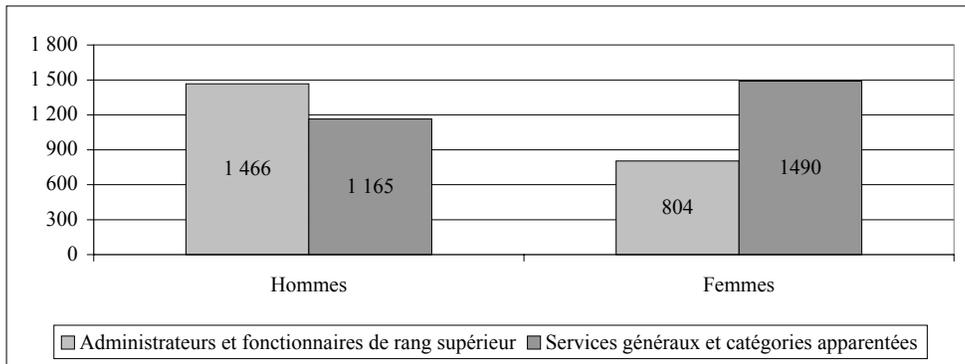
### **Renouvellement du personnel**

56. Les taux de renouvellement du personnel sont calculés en fonction d'un indice de renouvellement standard, en rapportant le nombre de départs au cours de la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 à l'effectif total des fonctionnaires en activité au 1er juillet 2000. Les taux pour 2000-2001 sont présentés par catégorie de personnel et tiennent compte de toutes les causes de cessation de service, sauf les fins de contrat. Le taux de renouvellement des directeurs est de 30 % supérieur à celui de l'ensemble du personnel.

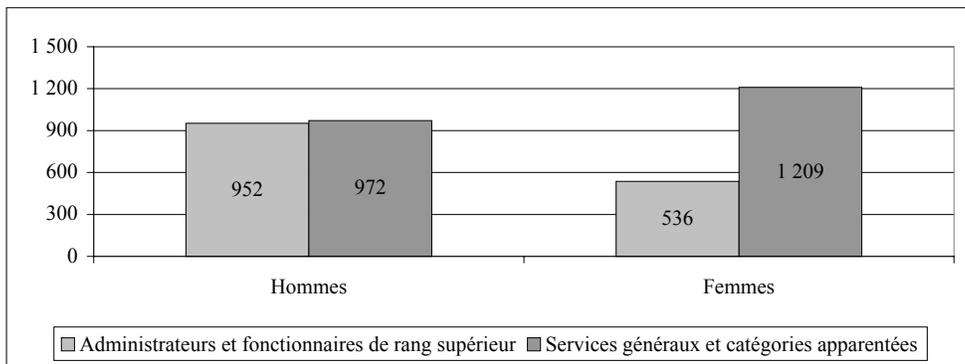
Directeurs .....	10,4 %
Catégorie des administrateurs .....	10,3 %
Services généraux et catégories apparentées .....	5,6 %
<b>Ensemble du personnel .....</b>	<b>7,6 %</b>

Comparé à la période précédente (1999-2000), le taux de renouvellement actuel pour les directeurs a diminué de 4,5 %, mais pour les administrateurs, il a augmenté de près de 3 %. Les taux de renouvellement plus élevés pour les administrateurs et les directeurs ouvrent des possibilités de promotion et de recrutement et sont pris en compte dans les plans de remplacement du personnel.

**Figure XI**  
**Recrutements par sexe, 1er juillet 2000-30 juin 2001**



**Figure XII**  
**Cessations de service par sexe, 1er juillet 2000-30 juin 2001**



## C. Départs à la retraite prévus pour la période 2001-2005

### Ensemble du personnel du Secrétariat

57. Au total, 1 490 fonctionnaires du Secrétariat atteindront l'âge du départ obligatoire à la retraite au cours des cinq prochaines années (13,2 % des effectifs). Le chiffre moyen annuel des départs à la retraite sera de 298, se situant entre 148 en 2001 et 383 en 2005. La figure XIII montre que, pendant ces cinq années, 162 directeurs prendront leur retraite (soit 10,8 % de l'ensemble des départs à la retraite); de même que 530 administrateurs (35,6 %) et 782 agents des services généraux et catégories apparentées (52,5 %). Il y aura plus de départs à la retraite parmi les hommes que chez les femmes. Parmi les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (de P-2 à D-2), les hommes représenteront plus de deux départs à la retraite sur trois, ce qui devrait offrir un important moyen d'élever le niveau de la représentation des femmes dans la catégorie des administrateurs et directeurs.

58. Certains départements connaîtront des taux élevés de départ à la retraite dans les classes supérieures (P-5, D-1 et D-2). On trouvera ci-après une comparaison entre le nombre de départs à la retraite prévus dans ces classes par département/bureau et l'effectif actuel dans les catégories des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur. Les départements et les bureaux ont été classés en trois groupes, en fonction du pourcentage de fonctionnaires supérieurs à remplacer :

a) Départements et bureaux où ce pourcentage est faible (moins de 5 % des effectifs actuels dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur) : Département des affaires de désarmement, Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence, Département de la gestion/Bureau du Secrétaire général adjoint, Département de la gestion/Bureau des services centraux d'appui, Département de la gestion/Bureau de la gestion des ressources humaines, Département de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, Département de l'information, Département des opérations de maintien de la paix, Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions, CEA, CEPALC, CESAP, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime, Bureau des services de contrôle interne, Commission d'indemnisation des Nations Unies, Centre des Nations Unies pour les établissements humains, PNUE, Office des Nations Unies à Genève, Office des Nations Unies à Nairobi et Office des Nations Unies à Vienne;

b) Départements et bureaux où ce pourcentage est moyen (entre 5 et 15 % des effectifs actuels) : Département des affaires économiques et sociales, CEA, CEE, CESA, Haut Commissariat aux droits de l'homme, Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime, Bureau des affaires juridiques, Cabinet du Secrétaire général, CNUCED et COCOVINU;

c) Départements et bureaux où ce pourcentage est élevé (plus de 15 % des effectifs actuels) : aucun.

59. Pour être mieux à même de planifier les besoins en surveillant les départs à la retraite prévus aux classes P-5, D-1 et D-2, l'Organisation devrait remplacer :

a) D'ici à la fin de 2001, 22 directeurs partant à la retraite (dont 20 occupant des postes soumis à la répartition géographique) et 31 fonctionnaires supérieurs dans le même cas (dont 17 occupant des postes soumis à la répartition géographique);

b) D'ici à la fin de 2002, 33 directeurs supplémentaires partant à la retraite (dont 28 occupant des postes soumis à la répartition géographique) et 45 fonctionnaires supérieurs dans le même cas (dont 29 occupant des postes soumis à la répartition géographique);

c) D'ici à la fin de 2003, 39 autres directeurs partant à la retraite (dont 31 occupant des postes soumis à la répartition géographique) et 41 fonctionnaires supérieurs dans le même cas (dont 32 occupant des postes soumis à la répartition géographique);

d) D'ici à la fin de 2004, 37 autres directeurs partant à la retraite (dont 28 occupant des postes soumis à la répartition géographique) et 46 fonctionnaires supérieurs dans le même cas (dont 28 occupant des postes soumis à la répartition géographique);

e) D'ici à la fin de 2005, 31 autres directeurs partant à la retraite (dont 27 occupant des postes soumis à la répartition géographique) et 58 fonctionnaires supérieurs dans le même cas (dont 37 occupant des postes soumis à la répartition géographique);

Les besoins en matière de personnel à remplacer à la classe P-5 au cours des cinq prochaines années représentent 30 % des effectifs actuels; ils sont plus élevés aux classes D-1 et D-2 (41,9 %). Remplacer un nombre aussi élevé de fonctionnaires supérieurs sera une tâche difficile, mais rien ne permet de penser qu'elle ne pourra être accomplie.

#### **Fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique**

60. Sur les 2 445 fonctionnaires occupant actuellement des postes soumis à la répartition géographique, 493 partiront à la retraite entre 2001 et 2005 (soit 20,2 %). Le nombre annuel moyen de départs à la retraite sera de 99, allant de 57 en 2001 à 121 en 2005. La figure XIV indique la répartition des départs prévus entre directeurs et administrateurs.

61. Tous les fonctionnaires de quatre pays<sup>13</sup> occupant des postes soumis à la répartition géographique prendront leur retraite au cours des cinq prochaines années. Quinze pays<sup>14</sup> verront le nombre actuel de leurs fonctionnaires réduit de 50 % en raison des départs à la retraite. Au total, 54 pays<sup>15</sup> verront les effectifs de leurs ressortissants réduits dans une fourchette allant de 20 à 50 % et 29 pays<sup>16</sup> verront leurs effectifs réduits de 10 à 20 %, tandis que sept pays<sup>17</sup> verront les leurs réduits de 1 à 10 %. Au cours des cinq prochaines années, il n'y aura aucun départ à la retraite parmi les fonctionnaires des 63 autres pays représentés pendant cette période. Il est tenu compte de ces prévisions lorsque des décisions sont prises concernant les pays sélectionnés pour organiser des concours nationaux de recrutement.

Figure XIII  
**Départs à la retraite prévus, par catégorie, pour la période 2001-2005**

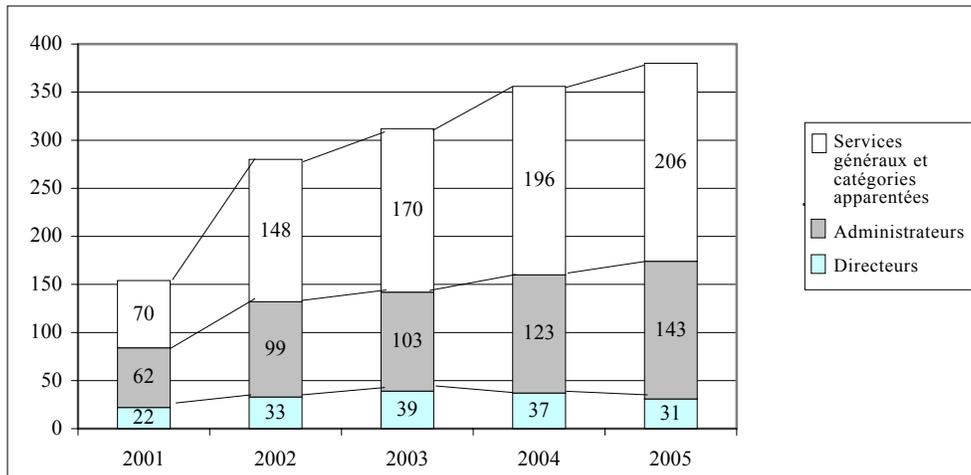
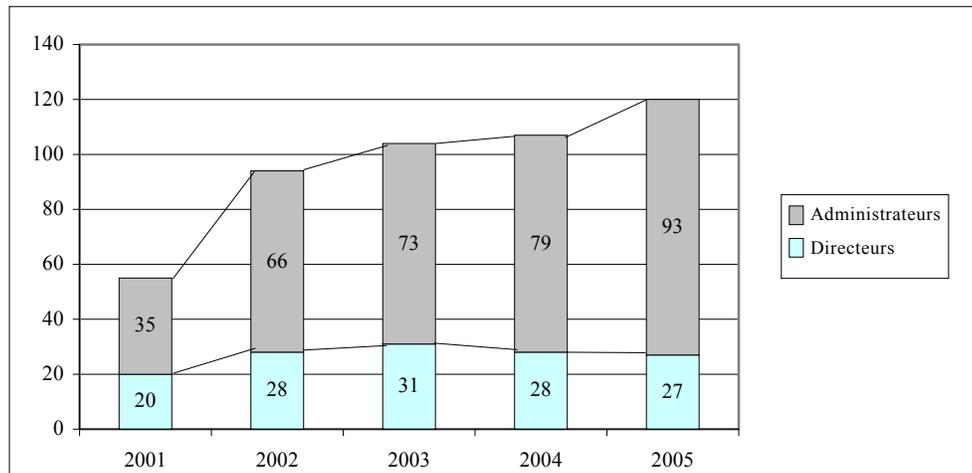


Figure XIV  
**Départs à la retraite prévus pour la période 2001-2005 :  
fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique**



## Notes

<sup>1</sup> La section IV du rapport présente un certain nombre de lacunes, en raison principalement de l'inégalité de la qualité des données et de l'absence d'une base de données intégrée du Système intégré de gestion au niveau mondial. Deux populations statistiques ont été définies aux fins de l'analyse :

*La population No 1*, comprenant tous les fonctionnaires du Secrétariat, quel que soit le mode de financement de leurs postes, qui sont titulaires d'un engagement d'au moins un an régi par les dispositions de la série 100 du Règlement du personnel, à l'exclusion de ceux qui sont affectés à des missions, des agents du Service mobile, du personnel chargé de l'assistance technique (auquel s'appliquent les dispositions de la série 200), du personnel recruté pour une période de courte durée (série 300) et des professeurs de langue. Au 30 juin 2001, ce groupe comprenait 11 244 fonctionnaires dans les catégories ci-après :

- Secrétaires généraux adjoints (SGA) et sous-secrétaires généraux (SSG);
- Directeurs (D-2) et administrateurs généraux (D-1) (catégorie dénommée ci-après catégorie des directeurs);
- Administrateurs hors classe, administrateurs de 1re classe, administrateurs de 2e classe, administrateurs adjoints de 1re classe et administrateurs adjoints de 2e classe (P-5, P-4, P-3, P-2 et P-1);
- Catégories des services généraux (G-1 à G-7) et catégories apparentées (Service de sécurité et corps de métier).

*La population No 2*, comprenant tous les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et de rang supérieur du Secrétariat, quel que soit le mode de financement de leurs postes, avec les mêmes exclusions que précédemment – soit 4 292 fonctionnaires.

- <sup>2</sup> Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions, Département des opérations de maintien de la paix, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Office des Nations Unies à Nairobi, Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et Bureau chargé du Programme Iraq.
- <sup>3</sup> Huit départements ou bureaux comptent 500 fonctionnaires ou plus : Département de la gestion, Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence, Office des Nations Unies à Genève, Département de l'information, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions, Département des affaires économiques et sociales et Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.
- <sup>4</sup> Le nombre de fonctionnaires ressortissants de chacun des 14 États Membres suivants a augmenté de 10 ou plus : Allemagne, Canada, Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, France, Inde, Kenya, Liban, Philippines, Thaïlande et Trinité-et-Tobago.
- <sup>5</sup> Le nombre de fonctionnaires chiliens a diminué de plus de 10 fonctionnaires.
- <sup>6</sup> Andorre, Bahreïn, Brunéi Darussalam, Émirats arabes unis, Guinée-Bissau, Îles Marshall, Kiribati, Monaco, Nauru, Ouzbékistan, Palaos, République de Moldova, Qatar, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Tadjikistan, Tonga et Turkménistan.
- <sup>7</sup> Kirghizistan, Liechtenstein, Saint-Marin et Sao Tomé-et-Principe.
- <sup>8</sup> Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les partenariats internationaux, Département de la gestion/Bureau du Secrétaire général adjoint, Département de l'information et Département de la gestion/Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité.

- <sup>9</sup> Département de la gestion/Bureau des ressources humaines, Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence, Département des affaires économiques et sociales, Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime, Commission d'indemnisation des Nations Unies, Haut Commissariat aux droits de l'homme, Bureau des affaires juridiques, Cabinet du Secrétaire général et Bureau chargé du Programme Iraq.
- <sup>10</sup> Office des Nations Unies à Genève, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Département des opérations de maintien de la paix, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Département des affaires politiques, Office des Nations Unies à Vienne, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Office des Nations Unies à Nairobi, Bureau des services de contrôle interne, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Centre des Nations Unies pour les établissements humains et Département des affaires de désarmement.
- <sup>11</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions, Commission économique pour l'Afrique, Commission économique pour l'Europe, Département de la gestion/Bureau des services centraux d'appui et Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies.
- <sup>12</sup> Département des opérations de maintien de la paix/Division de l'administration et de la logistique des missions, Département de l'information, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Haut Commissariat aux droits de l'homme, Département des affaires économiques et sociales, Département des opérations de maintien de la paix, Commission économique pour l'Europe, Commission d'indemnisation des Nations Unies et Office des Nations Unies à Genève.
- <sup>13</sup> Angola, Antigua-et-Barbuda, Comores et Malte.
- <sup>14</sup> Afghanistan, Algérie, Chypre, Gambie, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Maurice, Myanmar, Oman, République démocratique du Congo, Somalie, Togo et Yémen.
- <sup>15</sup> Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Bulgarie, Cameroun, Canada, Chili, Congo, Dominique, Égypte, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Jordanie, Kenya, Liban, Lesotho, Malaisie, Maroc, Népal, Nigéria, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, République arabe syrienne, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Suède, Suisse, Swaziland, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Yougoslavie et Zambie.
- <sup>16</sup> Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Bangladesh, Brésil, Burundi, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, El Salvador, Équateur, Fédération de Russie, Ghana, Grèce, Inde, Indonésie, Jamaïque, Libéria, Mali, Mexique, Nouvelle-Zélande, Philippines, Portugal, République dominicaine, Sri Lanka, Venezuela et Zimbabwe.
- <sup>17</sup> Bélarus, Espagne, Italie, Japon, Ouganda, Singapour et Ukraine.

## Annexe

### Tableaux statistiques détaillés

#### Table des matières

	<i>Page</i>
1. Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par classe, avec indication du nombre de fonctionnaires de sexe féminin, au 30 juin 2001 . . . . .	39
2. Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par type de nomination, au 30 juin 2000 et au 30 juin 2001 . . . . .	47
3. Nominations à des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par classe, avec indication du nombre de fonctionnaires de sexe féminin, 1er juillet 2000-30 juin 2001 . . . . .	53
4. Mouvements de personnel aux postes soumis à la répartition géographique, par nationalité, par type de nomination et par sexe, au 30 juin 2000 et au 30 juin 2001 . . . . .	55
5. Nombre de fonctionnaires occupant des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales, par nationalité, par classe et par sexe, au 30 juin 2000 et au 30 juin 2001 . . . . .	63
6. Nombre d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur expressément recrutés pour des missions, par nationalité, par classe et par sexe, au 30 juin 2000 et au 30 juin 2001 . . . . .	65
7. Fourchette optimale et répartition pondérée des postes soumis à la répartition géographique et situation effective et pondérée, par État Membre, au 30 juin 2001 . . . . .	70
8. Répartition par sexe des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, par département ou bureau et par classe . . . . .	76
A. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur occupant des postes soumis à la répartition géographique, au 30 juin 2001 . . . . .	76
B. Administrateurs occupant des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales, au 30 juin 2001 . . . . .	79
C. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur occupant des postes soumis à la répartition géographique et des postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales, au 30 juin 2001 . . . . .	81
D. Agents des services généraux et des catégories apparentées, au 30 juin 2001 . . . . .	83
E. Nombre total d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur, au 30 juin 2001 . . . . .	85
9. Nombre de fonctionnaires de rang élevé occupant des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par classe, 30 juin 1997-30 juin 2001 . . . . .	88

Tableau 1  
**Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par classe,**  
**avec indication du nombre de fonctionnaires de sexe féminin**  
 (Au 30 juin 2001)

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001		Fourchette optimale		
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F*	Total	Point médian			
Afghanistan	4						1						4									5	6,03	1-14	
Afrique du Sud	9	4									1					3	2	2	1			4	9	12,24	7-17
Albanie	1														1			2				2	3	5,63	1-14
Algérie	11	2					4	1	1	1					1							2	9	7,16	2-14
Allemagne	123	43	1				2	1	7	3	20	3	26	12	19	13	8	14				46	129	147,82	126-170
Andorre																								5,56	1-14
Angola	1												1										1	5,80	1-14
Antigua-et-Barbuda	1	1							1													1	1	5,53	1-14
Arabie saoudite	8	5							1	1			4	1								5	7	13,92	9-19
Argentine	20	10					3	1	2	3	1	2	5	2	4							12	23	22,83	18-28
Arménie	5														1		4	1				1	6	5,61	1-14
Australie	27	13					1	1	3	7	4	2	3	3	4							12	28	29,31	25-34
Autriche	15	8							1	1	1	1	3	2	1	3						7	13	19,30	14-24
Azerbaïdjan	1															1	2					2	3	5,73	1-14
Bahamas	7	6													1	3	4					7	8	5,68	1-14
Bahreïn																								5,77	1-14
Bangladesh	10							2		4		3		1									10	8,41	4-14
Barbade	3	3								1		1		1								3	3	5,64	1-14
Bélarus	11									3	5	3											11	6,00	1-14
Belgique	24	9					1	3	1	6	3	3	3	3	2	1	2					11	28	21,97	17-27
Belize	1															1		1				1	2	5,52	1-14
Bénin	5	1							3		3												4	5,67	1-14
Bhoutan	3												3		1								4	5,56	1-14
Bolivie	6	3									1				1	4	1					3	7	5,79	1-14

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001		Fourchette optimale		
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F*	Total	F	H	Point médian			
																						F	H
Bosnie-Herzégovine	1																			1	5,65	1-14	
Botswana	2	1																		1	5,68	1-14	
Bésil	35	13	2				1	1	4	3	8	3	6	5	1					12	40,99	35-47	
Brunéi Darussalam																					5,98	1-14	
Bulgarie	13	3							2	1	6	1	2	1						3	5,87	1-14	
Burkina Faso	7	3					1	1					1	2						3	5,77	1-14	
Burundi	7	2							1		2	1	2	1	1					2	5,66	1-14	
Cambodge	2	1									1		1							1	5,78	1-14	
Cameroun	18	5					2		2	1	7	1	2	3						5	5,95	1-14	
Canada	52	21	1				1	1	13	3	11	5	4	6	1					17	42,97	37-49	
Cap-Vert	3								1				2								3	5,53	1-14
Chili	31	14									1	1	5	3	10	5				13	8,66	4-14	
Chine	40	19	1				1	4	4	3	7	5	2	4	1	3				18	55,38	47-64	
Chypre	4		1					1					1								4	6,06	1-14
Colombie	9	3	1						4		1	1	1	2						3	9,07	4-14	
Comores	1										1										1	5,53	1-14
Congo	3									1		1									3	5,58	1-14
Costa Rica	3	1											1	1						1	5,86	1-14	
Côte d'Ivoire	10	1							1		4	2	3							2	5,95	1-14	
Croatie	6	4										2	1	1	2	1				4	6,16	1-14	
Cuba	7	2									1	1	2	1	1					2	6,18	1-14	
Danemark	9	3						1		1	3	2	3	2	3					9	16,39	12-21	
Djibouti	4	1							1		1				1	1				1	5,53	1-14	
Dominique	2	1										1			2					1	5,52	1-14	
Égypte	15	4	1				1	1	1	1	4		2							6	8,12	3-14	
El Salvador	9	4									2	2	1	1	3					4	5,89	1-14	
Émirats arabes unis																						8,48	4-14
Équateur	7	2						1					3		2	1				2	6,13	1-14	
Érythrée	7	2									1		1	1	2	1				2	5,60	1-14	

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001		Fourchette optimale		
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F*	Total	Point médian			
																						F	H
Espagne	46	22					1	2	2	1	5	3	14	11	5	5			22	49	42,61	36-49	
Estonie	4	2											1	1	1	1			2	4	5,68	1-14	
États-Unis d'Amérique	325	181	1	1	1	7	12	21	35	47	40	53	26	41	10	11			174	306	326,10	277-375	
Éthiopie	17	4				1	2	1	1	2	2	3	2	2	4	1			6	18	6,89	2-14	
Ex-République yougoslave de Macédoine	4	1														3	1		1	4	5,63	1-14	
Fédération de Russie	119	15	1			3	6	1	25	2	38	7	28	5	2	1			16	119	25,91	21-31	
Fidji	2															2	7		7	9	5,58	1-14	
Finlande	11	4					1		3	2	2	1	1	3	2				6	15	13,12	8-18	
France	102	47	1			3	3	5	14	8	18	12	13	15	1	7			50	105	99,80	85-115	
Gabon	2													2						2	2	5,73	1-14
Gambie	5					2	2	1	1					1					1	6	5,54	1-14	
Géorgie	3										4									4	5,69	1-14	
Ghana	9	5	1						1	2	5	1							6	10	6,00	1-14	
Grèce	8	5							2	4	1					1			4	8	13,49	9-18	
Grenade	2												1		1					2	5,52	1-14	
Guatemala	5	2									1	1	1	1					2	4	6,13	1-14	
Guinée	3	1									1	2							1	3	5,71	1-14	
Guinée-Bissau																					5,54	1-14	
Guinée équatoriale	2								1	1			1							2	5,53	1-14	
Guyana	14	10		2			2				1	3	1	1	3				9	12	5,54	1-14	
Haïti	4	2											1	1					2	3	5,70	1-14	
Honduras	2													2						2	5,71	1-14	
Hongrie	8	2					1	2			2	1	3						2	9	7,46	3-14	
Îles Marshall																					5,52	1-14	
Îles Salomon	1															1				1	5,53	1-14	
Inde	41	15	1			1	1	3	4	1	9	6	9	3	1	4			15	43	31,94	27-37	
Indonésie	6	2					1					1	1	1	3	2			4	9	12,91	8-18	

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001		Fourchette optimale
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F*	Total	Point médian	
Iran (République islamique d')	11	7				1	1	1	4	1	1							6	9	10,49	6-15
Iraq	7	2				1	1	1	1	1	1	1	1	1				2	6	7,80	3-14
Irlande	11	4	1			2	2	2	3	3	1	2	1	2	1			4	12	9,82	5-15
Islande	3				1				1	1									3	5,98	1-14
Israël	11	4				1	3	2	2	1	1	2	1					4	10	11,60	7-16
Italie	73	28	1	1	3	3	2	7	3	9	5	13	13	9	11			34	80	79,62	68-92
Jamahiriya arabe libyenne	4							2	2										4	6,58	2-14
Jamaïque	13	7		1					2	3	3	3	1					7	13	5,62	1-14
Japon	106	62	1	1		3	2	5	5	14	17	15	24	5	11			59	103	289,00	246-332
Jordanie	10	1				1	3	1	3	1	3	2	1					2	11	5,76	1-14
Kazakhstan	1						1						2	1				1	4	6,28	1-14
Kenya	14	7		1	1	1	3	1	4	3	1	3	1	3	1			8	18	6,26	1-14
Kirghizistan													1						1	5,62	1-14
Kiribati																				5,52	1-14
Koweït	2	2		1									1					2	2	7,66	3-14
Lesotho	5	3							1	2	1	1	1					3	5	5,56	1-14
Lettonie	3	1										1	1	1	1			1	3	5,70	1-14
Liban	16	6				1	4	3	3	3	1	2	1	2				7	17	5,75	1-14
Libéria	7	5				1	2		2		1		1					4	6	5,58	1-14
Liechtenstein														1				1	1	5,59	1-14
Lituanie	5	3							1	2	2							3	5	5,83	1-14
Luxembourg	4	1										3	1					1	4	6,66	2-14
Madagascar	8	2				1	1	1	1	1	1	1	1					2	5	5,88	1-14
Malaisie	10	6	1	1	1	2	1	2	1	1	2							6	11	9,38	5-14
Malawi	7					2	2		2	2	3								7	5,76	1-14
Maldives	1														1				1	5,52	1-14
Mali	8	1				1	3						3					1	7	5,77	1-14

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001		Fourchette optimale		
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F*	Total	Point médian			
																						F	H
Malte	1						1													1	5,73	1-14	
Maroc	7	3				2			1	2	2	1								4	9	6,76	2-14
Maurice	4			1									1								4	5,69	1-14
Mauritanie	4						1						2								3	5,57	1-14
Mexique	23	11					2	1	4	6	3	1	2	2	1					11	22	23,26	18-28
Micronésie (États fédérés de)	1														1						1	5,52	1-14
Monaco																						5,56	1-14
Mongolie	4	2									1	2	1							2	4	5,57	1-14
Mozambique	1						1		1					1							3	5,89	1-14
Myanmar	2	1						1	1				1							1	3	6,63	2-14
Namibie	5	1												3							3	5,64	1-14
Nauru																						5,52	1-14
Népal	7							3			6										9	6,04	1-14
Nicaragua	5	3									1	1	4							4	6	5,62	1-14
Niger	3	2							1				1							2	2	5,74	1-14
Nigéria	12	3					1	1	6	3	1	1	3	1						5	17	8,75	4-14
Norvège	5	1							1		1	1	2		1					1	6	14,90	10-20
Nouvelle-Zélande	12	5					1	1	1	2	1	2	3	1						6	14	9,05	4-14
Oman	2	1							1											1	2	6,44	2-14
Ouganda	13	4						3	3	3	2	1	1	3	1					4	15	6,04	1-14
Ouzbékistan																						6,19	1-14
Pakistan	20	5	1			2	1	1	1	1	5	2	2	1	1	1				5	18	9,66	5-14
Palaos																						5,52	1-14
Panama	3	1											1	1						1	3	5,82	1-14
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4												3	1							4	5,69	1-14
Paraguay	5	3											1							2	3	5,85	1-14
Pays-Bas	29	5					3	5	1	13	1	4	3	1						6	31	30,85	26-36

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001		Fourchette optimale	
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F*	Total	Point médian		
Pérou	15	6			1	2	1	1		2	4	1	2						5	14	7,75	3-14
Philippines	56	34				1	1	2	5	5	13	11	11	1	5				35	55	8,61	4-14
Pologne	13	2	1					5	1	3		2							2	12	11,41	7-16
Portugal	9	3						1	1	3		3		2					3	7	12,37	8-17
Qatar	1																				6,00	1-14
République arabe syrienne	11	5					2		3	1	2	3							5	11	7,01	2-14
République centrafricaine	3								2	1	1									4	5,59	1-14
République de Corée	23	8	1						2	2	7	4	4	2					8	22	31,24	26-36
République démocratique du Congo	5	2						1		2	2								2	5	6,65	2-14
République démocratique populaire lao	1										1									1	5,63	1-14
République de Moldova																					5,63	1-14
République dominicaine	4	1					2		1	1	1	1							1	6	6,04	1-14
République populaire démocratique de Corée	1													1						1	6,15	1-14
République tchèque	9	3			1			2	2	3	1								3	9	8,43	4-14
République-Unie de Tanzanie	10	5		1				3	1	1	3	1							5	10	6,27	1-14
Roumanie	10	2						1	1	1	1	1	5	3					3	11	6,85	2-14
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	90	35	1	1	4	9	3	13	5	16	12	8	7	4	10				37	93	86,43	73-99
Rwanda	7	1							1			2		4					1	7	5,66	1-14
Sainte-Lucie	4	2					1			1	1	1	1						2	4	5,53	1-14
Saint-Kitts-et-Nevis	6	4									1	1	2	1	1				4	6	5,52	1-14

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001		Fourchette optimale	
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F*	Total	Point médian		
																						F
Saint-Marin																2				2	5,53	1-14
Saint-Vincent-et-les Grenadines	5	2										1	1							1	5,52	1-14
Samoa																					5,52	1-14
Sao Tomé-et-Principe																					5,52	1-14
Sénégal	15	5	1		2	1	2	2	2	2	2	1	3	2					5	16	5,77	1-14
Seychelles	2								1	1											5,53	1-14
Sierra Leone	9	3		1					1	2	4	1							3	9	5,62	1-14
Singapour	10	4	1		2	1	2	1	1	1	1	1	1	1					5	11	11,24	6-16
Slovaquie	5										1		3								6,24	1-14
Slovénie	3	1						1											3	5	6,70	2-14
Somalie	6	1					1	1	1	1			3						1	6	5,72	1-14
Soudan	8	1					1	2	2	2	1	2	1	1					2	9	6,22	1-14
Sri Lanka	7	3	1								1	2	3	1					3	8	6,15	1-14
Suède	18	8	1	1				2	5	1	2	3	1	1	2	7			14	26	20,47	16-25
Suriname	3	1									1		1	1					1	3	5,54	1-14
Swaziland	4	1					1						1	1	1				2	4	5,55	1-14
Tadjikistan																					5,65	1-14
Tchad	3								1	1	1										5,68	1-14
Thaïlande	27	14				1	1	2	2	2	4	2	4	5	4				14	26	10,79	6-16
Togo	4										3			2							5,61	1-14
Tonga																					5,52	1-14
Trinité-et-Tobago	14	10						1	1	3	1	1	2	1	4				9	14	5,76	1-14
Tunisie	9	1		1	1	1	2	2			2			1					1	9	6,15	1-14
Turkménistan																					5,65	1-14
Turquie	12	6				1	3	2	1		2	2			1				6	12	13,24	8-18
Ukraine	19	2							6		8	2	1	1	1				2	19	7,38	3-14
Uruguay	10	2					1	1	3	2	1								2	8	6,65	2-14
Vanuatu								1												1	5,52	1-14

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001		Fourchette optimale	
	Total	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F*	Total	Point médian		
Venezuela	15	9							1	2	1	2	1	3	3	1			8	14	9,03	4-14
Viet Nam	4	1									2			1					1	3	7,44	3-14
Yémen	4						1		1	2										4	5,98	1-14
Yougoslavie	9	1					1		2	1	1	2	1	1	1				1	8	6,02	1-14
Zambie	6	1					1		1	1	1	1	1	1					1	5	5,73	1-14
Zimbabwe	7	1							2	1	2		1						1	6	5,90	1-14
<b>Total partiel</b>	<b>2 377</b>	<b>932</b>	<b>19</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>55</b>	<b>17</b>	<b>132</b>	<b>81</b>	<b>308</b>	<b>148</b>	<b>419</b>	<b>266</b>	<b>347</b>	<b>283</b>	<b>161</b>	<b>175</b>	<b>978</b>	<b>2 432</b>		
<b>Autres</b>																						
Apatrides	1										1										1	
Suisse	11	4				1		1	4	1	2			3						5	12	
<b>Total partiel</b>	<b>12</b>	<b>4</b>				<b>1</b>		<b>1</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>3</b>			<b>3</b>					<b>5</b>	<b>13</b>		
<b>Total</b>	<b>2 389</b>	<b>936</b>	<b>19</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>56</b>	<b>17</b>	<b>132</b>	<b>82</b>	<b>312</b>	<b>149</b>	<b>422</b>	<b>266</b>	<b>347</b>	<b>286</b>	<b>161</b>	<b>175</b>	<b>983</b>	<b>2 445</b>		

Tableau 2

**Nombre de fonctionnaires occupant des postes soumis à la répartition géographique,  
par nationalité et par type de nomination**

(Au 30 juin 2000 et au 30 juin 2001)

Pays	Au 30 juin 2000					Au 30 juin 2001				
	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Afghanistan	5			5	0,0	4		1	5	20,0
Afrique du Sud	3	4	2	9	22,2	7	2		9	0,0
Albanie			1	1	100,0		2	1	3	33,3
Algérie	9		1	10	10,0	6		3	9	33,3
Allemagne	104	6	14	124	11,3	95	16	18	129	14,0
Andorre										
Angola	1			1	0,0	1			1	0,0
Antigua-et-Barbuda	1			1	0,0	1			1	0,0
Arabie saoudite	5		2	7	28,6	5		2	7	28,6
Argentine	12		6	18	33,3	12		11	23	47,8
Arménie	2	3		5	0,0	5		1	6	16,7
Australie	17		14	31	45,2	12		16	28	57,1
Autriche	13		4	17	23,5	10		3	13	23,1
Azerbaïdjan							3		3	0,0
Bahamas	5		2	7	28,6	5	3		8	0,0
Bahreïn										
Bangladesh	6		4	10	40,0	5		5	10	50,0
Barbade	3			3	0,0	2		1	3	33,3
Bélarus	10		1	11	9,1	10		1	11	9,1
Belgique	17		5	22	22,7	17	3	8	28	28,6
Belize	1			1	0,0	1	1		2	0,0
Bénin	3		2	5	40,0	2		2	4	50,0
Bhoutan	4			4	0,0	4			4	0,0
Bolivie	1		1	2	50,0		4	3	7	42,9
Bosnie-Herzégovine								1	1	100,0
Botswana		2	1	3	33,3	2			2	0,0
Brésil	20		13	33	39,4	17	1	16	34	47,1
Brunéi Darussalam										
Bulgarie	5		8	13	61,5	5		8	13	61,5
Burkina Faso	3		4	7	57,1	1		4	5	80,0
Burundi	6		1	7	14,3	6		2	8	25,0
Cambodge	1		1	2	50,0	1		1	2	50,0

Pays	Au 30 juin 2000					Au 30 juin 2001				
	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Cameroun	8		10	18	55,6	8		10	18	55,6
Canada	27		28	55	50,9	19		30	49	61,2
Cap-Vert	3			3	0,0	3			3	0,0
Chili	23		9	32	28,1	21		10	31	32,3
Chine	20	3	16	39	41,0	20	1	17	38	44,7
Chypre	3		1	4	25,0	3		1	4	25,0
Colombie	4		6	10	60,0	3		7	10	70,0
Comores	1			1	0,0	1			1	0,0
Congo	3		1	4	25,0	2		1	3	33,3
Costa Rica	2		3	5	60,0	1		2	3	66,7
Côte d'Ivoire	9		2	11	18,2	8		2	10	20,0
Croatie	3	2	1	6	16,7	5		2	7	28,6
Cuba	6		3	9	33,3	5		2	7	28,6
Danemark	6		2	8	25,0	5	6	7	18	38,9
Djibouti			2	2	100,0		2	2	4	50,0
Dominique	1		1	2	50,0		2	1	3	33,3
Égypte	7		7	14	50,0	7		10	17	58,8
El Salvador	3	6		9	0,0	7	1	1	9	11,1
Émirats arabes unis	1			1	0,0					
Équateur	3	1	1	5	20,0	4	2	1	7	14,3
Érythrée	1	2	1	4	25,0	4	1	1	6	16,7
Espagne	24	6	14	44	31,8	28	10	11	49	22,4
Estonie	3	1		4	0,0	3	1		4	0,0
États-Unis d'Amérique	247	4	94	345	27,2	204	1	101	306	33,0
Éthiopie	17		4	21	19,0	11		7	18	38,9
Ex-République yougoslave de Macédoine	1	2	1	4	25,0	3		1	4	25,0
Fédération de Russie	73		49	122	40,2	68		51	119	42,9
Fidji			1	1	100,0		5	4	9	44,4
Finlande	6		7	13	53,8	5	2	8	15	53,3
France	67	7	31	105	29,5	60	3	42	105	40,0
Gabon	2			2	0,0	2			2	0,0
Gambie	4			5	0,0	5		1	6	16,7
Géorgie	1		2	3	66,7	1		3	4	75,0
Ghana	4		7	11	63,6	1		9	10	90,0
Grèce	9			10	0,0	8			8	0,0

Pays	Au 30 juin 2000					Au 30 juin 2001				
	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Grenade	2			2	0,0	2			2	0,0
Guatemala	2		3	5	60,0	1		3	4	75,0
Guinée	2		2	4	50,0	2		1	3	33,3
Guinée-Bissau										
Guinée équatoriale	2			2	0,0	2			2	0,0
Guyana	11		3	14	21,4	8		4	12	33,3
Haïti	3		1	4	25,0	3			3	0,0
Honduras	2			2	0,0	2			2	0,0
Hongrie	3	1	4	8	50,0	4		5	9	55,6
Îles Marshall										
Îles Salomon							1		1	0,0
Inde	29		13	42	31,0	26		17	43	39,5
Indonésie	4		3	7	42,9	3	5	1	9	11,1
Iran (République islamique d')	10		2	12	16,7	8		1	9	11,1
Iraq	5		3	8	37,5	3		3	6	50,0
Irlande	9		4	13	30,8	8		4	12	33,3
Islande	5			5	0,0	3			3	0,0
Israël	10		1	11	9,1	9		1	10	10,0
Italie	44	4	16	64	25,0	42	19	19	80	23,8
Jamahiriya arabe libyenne	4			4	0,0	4			4	0,0
Jamaïque	12		2	14	14,3	11		2	13	15,4
Japon	80	10	16	106	15,1	79	9	15	103	14,6
Jordanie	8		3	11	27,3	7		4	11	36,4
Kazakhstan			1	1	100,0		3	1	4	25,0
Kenya	8		5	13	38,5	6		12	18	66,7
Kirghizistan							1		1	0,0
Kiribati										
Koweït								2	2	100,0
Lesotho	6		1	7	14,3	4		1	5	20,0
Lettonie		2	1	3	33,3	3			3	0,0
Liban	12		2	14	14,3	14		3	17	17,6
Libéria	6		1	7	14,3	5		1	6	16,7
Liechtenstein							1		1	0,0
Lituanie	3		1	4	25,0	4		1	5	20,0
Luxembourg	3			3	0,0	3	1		4	0,0

Pays	Au 30 juin 2000					Au 30 juin 2001				
	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Madagascar	7			7	0,0	4		1	5	20,0
Malaisie	8		3	11	27,3	6		5	11	45,5
Malawi	4		3	7	42,9	3		4	7	57,1
Maldives							1		1	0,0
Mali	6		3	9	33,3	5		2	7	28,6
Malte	3			3	0,0	1			1	0,0
Maroc	8			8	0,0	8		1	9	11,1
Maurice	5		1	6	16,7	3		1	4	25,0
Mauritanie	3		1	4	25,0	2		1	3	33,3
Mexique	17		6	23	26,1	14		8	22	36,4
Micronésie (États fédérés de)								1	1	100,0
Monaco										
Mongolie	3	1		4	0,0	3		1	4	25,0
Mozambique							1	2	3	66,7
Myanmar	4			4	0,0	2		1	3	33,3
Namibie	2	1		3	0,0	1	2		3	0,0
Nauru										
Népal	4		3	7	42,9	4		5	9	55,6
Nicaragua	5		1	6	16,7	4		2	6	33,3
Niger	2		1	3	33,3	1		1	2	50,0
Nigéria	7		6	13	46,2	6		11	17	64,7
Norvège	4			4	0,0	3	1	2	6	33,3
Nouvelle-Zélande	9		3	12	25,0	8		6	14	42,9
Oman	2			2	0,0	2			2	0,0
Ouganda	6		6	12	50,0	4		11	15	73,3
Ouzbékistan										
Pakistan	7		12	19	63,2	8		10	18	55,6
Palaos										
Panama	1	1	1	3	33,3	2		1	3	33,3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3	1		4	0,0	4			4	0,0
Paraguay	3	1		4	0,0	1	2		3	0,0
Pays-Bas	22		7	29	24,1	21		10	31	32,3
Pérou	13		3	16	18,8	11		3	14	21,4
Philippines	56		5	61	8,2	48		7	55	12,7

Pays	Au 30 juin 2000					Au 30 juin 2001				
	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Pologne	6	1	8	15	53,3	7		5	12	41,7
Portugal	4	1	1	6	16,7	4	1	2	7	28,6
Qatar			2	2	100,0					
République arabe syrienne	5		3	8	37,5	6		5	11	45,5
République centrafricaine	3			3	0,0	3		1	4	25,0
République de Corée	14	4	5	23	21,7	16	2	4	22	18,2
République démocratique du Congo	5		2	7	28,6	3		2	5	40,0
République démocratique populaire lao								1	1	100,0
République de Moldova										
République dominicaine	5			5	0,0	4	2		6	0,0
République populaire démocratique de Corée		1		1	0,0	1			1	0,0
République tchèque	5		4	9	44,4	5		4	9	44,4
République-Unie de Tanzanie	10		1	11	9,1	8		2	10	20,0
Roumanie	3	1		4	0,0	3	7	1	11	9,1
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	51		33	85	38,8	41	9	43	93	46,2
Rwanda	3	2	1	6	16,7	5	1	1	7	14,3
Sainte-Lucie	2		2	4	50,0	2		2	4	50,0
Saint-Kitts-et-Nevis	4	1	1	6	16,7	5		1	6	16,7
Saint-Marin							1	1	2	50,0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3		2	5	40,0	1		2	3	66,7
Samoa	1			1	0,0					
Sao Tomé-et-Principe										
Sénégal	9		5	14	35,7	9		7	16	43,8
Seychelles	2			2	0,0	2			2	0,0
Sierra Leone	4		3	7	42,9	4		5	9	55,6
Singapour	9			9	0,0	10		1	11	9,1
Slovaquie	5			5	0,0	4			4	0,0
Slovénie	1			1	0,0	1	3	1	5	20,0
Somalie	5		2	7	28,6	3		3	6	50,0
Soudan	7		2	9	22,2	6		3	9	33,3
Sri Lanka	3		4	7	57,1	3		5	8	62,5

Pays	Au 30 juin 2000					Au 30 juin 2001				
	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée	Type de nomination				Pourcentage de fonctionnaires nommés pour une durée déterminée
	À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total		À titre permanent	Pour une période de stage	Pour une durée déterminée	Total	
Suède	13		6	19	31,6	11	8	7	26	26,9
Suriname	1		1	2	50,0	1		2	3	66,7
Swaziland		1	2	3	66,7	1		3	4	75,0
Tadjikistan										
Tchad	3			3	0,0	3			3	0,0
Thaïlande	22		5	27	18,5	21		5	26	19,2
Togo	3		2	5	40,0	3	2	1	6	16,7
Tonga										
Trinité-et-Tobago	11		4	15	26,7	8		6	14	42,9
Tunisie	7		3	10	30,0	5		4	9	44,4
Turkménistan										
Turquie	9		2	11	18,2	7	1	4	12	33,3
Tuvalu			1	1	100,0			1	1	100,0
Ukraine	16	2	4	22	18,2	17		2	19	10,5
Uruguay	3		7	10	70,0	1		7	8	87,5
Vanuatu								1	1	100,0
Venezuela	9		4	13	30,8	8	3	3	14	21,4
Viet Nam	4		1	5	20,0	2		1	3	33,3
Yémen	3			3	0,0	3		1	4	25,0
Yougoslavie	7		3	10	30,0	6		2	8	25,0
Zambie	3			3	0,0	2		3	5	60,0
Zimbabwe	4		3	7	42,9	3		3	6	50,0
<b>Total partiel</b>	<b>1 635</b>	<b>85</b>	<b>673</b>	<b>2 396</b>	<b>28,1</b>	<b>1 464</b>	<b>159</b>	<b>809</b>	<b>2 432</b>	<b>33,3</b>
<b>Autres</b>										
Palestine										
Apatrides	2		1	3	33,3	1			1	0,0
Suisse	7		4	11	36,4	7		5	12	41,7
<b>Total partiel</b>	<b>9</b>	<b>–</b>	<b>5</b>	<b>14</b>	<b>35,7</b>	<b>8</b>	<b>–</b>	<b>5</b>	<b>13</b>	<b>38,5</b>
<b>Total</b>	<b>1 644</b>	<b>85</b>	<b>678</b>	<b>2 410</b>	<b>28,1</b>	<b>1 472</b>	<b>159</b>	<b>814</b>	<b>2 445</b>	<b>33,3</b>

Tableau 3

**Nominations à des postes soumis à la répartition géographique, par nationalité et par classe, avec indication du nombre de fonctionnaires de sexe féminin**

(1er juillet 2000-30 juin 2001)

Pays	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Total	F	
Afrique du Sud																1				1	1
Albanie																2				2	2
Allemagne										2				1	1	4	6			14	7
Argentine															2					2	2
Australie										1				2	1					4	1
Azerbaïdjan																2				2	2
Bélarus												1								1	
Belgique												1		1	1	1				4	2
Belize																1				1	1
Bénin										1										1	
Bolivie																1				1	
Bésil														1						1	
Burundi										1										1	
Canada							1			1				1						3	
Croatie														1						1	
Danemark												1		1	1	2	2			7	3
Dominique																1				1	
Égypte		1													1					2	2
Espagne														1	1	3	2			7	3
Éthiopie													1							1	1
États-Unis d'Amérique				1					1			1	1				1			5	3
Fédération de Russie										1										1	1
Fidji																1	6			7	6
Finlande										1						1				2	1
France	1						1	1		1		1								5	3
Gambie																1				1	1
Ghana												1								1	
Îles Salomon																1				1	
Inde													1							1	1
Indonésie																3	2			5	2
Italie												1		2	3	3	5			14	8
Japon	1						1		1			1		2	1					7	3
Jordanie										1										1	1
Kazakhstan																2	1			3	1

Pays	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires				
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Total	F			
Kenya													1								1		
Kirghizistan															1							1	
Liechtenstein																1						1	1
Malaisie							1															1	
Maroc									1													1	
Mexique							1															1	
Mozambique									1						1							2	
Népal											1											1	
Nicaragua														1								1	1
Nigéria									1		1	1										3	1
Norvège									1				1									2	
Nouvelle-Zélande												1	1									2	1
Ouganda							1		1													2	
Pérou					1																	1	
République centrafricaine																1						1	
République de Corée	1													1								2	
République dominicaine																1	1					2	1
République-Unie de Tanzanie														1								1	
Roumanie																	1					1	1
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord															1		2					3	3
Saint-Marin																	2					2	2
Slovénie																	1					1	1
Soudan															1							1	1
Suède														1		1	6					8	6
Swaziland															1							1	1
Togo																	2					2	
Turquie								1														1	1
Vanuatu							1															1	
<b>Total partiel</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>		<b>1</b>		<b>7</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>30</b>	<b>46</b>					<b>158</b>	<b>79</b>	
<b>Autre</b>																							
Suisse									1													1	
<b>Total partiel</b>									<b>1</b>													<b>1</b>	
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>		<b>1</b>		<b>7</b>	<b>3</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>30</b>	<b>46</b>					<b>159</b>	<b>79</b>	

Tableau 4  
**Mouvements de personnel aux postes soumis à la répartition géographique, par nationalité, par type de nomination et par sexe**  
 (Au 30 juin 2000 et au 30 juin 2001)

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		Nominations						Départs <sup>a</sup>						Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001	
	Total	F	Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Total	F
			Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F				
Afghanistan	4														5	
Afrique du Sud	9	4	1	1		1	1								9	(1)
Albanie	1		2	2			2								3	
Algérie	11	2						2		2			4		9	2
Allemagne	123	43	10	6	4	1	14	7	5	1	5	1	10	2	129	(2)
Andorre																
Angola	1														1	
Antigua-et-Barbuda	1	1													1	
Arabie saoudite	8	5													7	(1)
Argentine	20	10			2	2	2	2						1	23	
Arménie	5														6	1
Australie	27	13			4	1	4	1	2	2	2	2	4	4	28	2
Autriche	15	8							1	1	1	1	2	2	13	7
Azerbaïdjan	1		2	2			2	2							3	2
Bahamas	7	6													8	7
Bahreïn																
Bangladesh	10								1		1		2		10	
Barbade	3	3													3	3
Bélarus	11				1		1								11	(1)
Belgique	24	9	1	1	3	1	4	2							28	11
Belize	1		1	1			1	1							2	1
Bénin	5	1			1		1								4	(2)
Bhoutan	3														4	
Bolivie	6	3	1				1								7	3

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000			Nominations						Départs <sup>a</sup>						Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001	
	Total	F	Total	Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Total	F
				Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F				
Bosnie-Herzégovine	1															1	
Botswana	2	1														2	1
Brésil	35	13			1			1		1	1			2		34	12
Brunéi Darussalam																	
Bulgarie	13	3														13	3
Burkina Faso	7	3							1		1		2			5	3
Burundi	7	2				1		1								8	2
Cambodge	2	1														2	1
Cameroun	18	5														18	5
Canada	52	21				3		3		5	4	5	4	10	8	49	17
Cap-Vert	3															3	
Chili	31	14							2	1	2	1	4	2	4	31	13
Chine	40	19							2	2	2	2	4	4	2	38	18
Chypre	4															4	
Colombie	9	3													1	10	3
Comores	1															1	
Congo	3															3	
Costa Rica	3	1														3	1
Côte d'Ivoire	10	1													1	10	2
Croatie	6	4						1								7	4
Cuba	7	2														7	2
Danemark	9	3			5	2	2	1	7	3	1	1	2	4	3	18	9
Djibouti	4	1														4	1
Dominique	2	1				1		1								3	1
Égypte	15	4						2	2	2	1	1	2	2	2	17	6
El Salvador	9	4														9	4
Émirats arabes unis																	
Équateur	7	2								1	1	1	2	2	2	7	2

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		Nominations						Départs <sup>a</sup>						Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001	
	Total	F	Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Total	F
			Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F				
Érythrée	7	2													6	2
Espagne	46	22	6	2	1	1	7	3							49	22
Estonie	4	2													4	2
États-Unis d'Amérique	325	181	1	1	4	2	5	3	23	11	23	11	46	22	306	174
Éthiopie	17	4			1	1	1	1	2		2		4	4	18	6
Ex-République yougoslave de Macédoine	4	1													4	1
Fédération de Russie	119	15			1	1	1	1	2		2		4	3	119	16
Fidji	2		4	3	3	3	7	6							9	7
Finlande	11	4	1		1	1	2	1						2	15	6
France	102	47			5	3	5	3	3	3	3	3	6	4	105	50
Gabon	2														2	
Gambie	5				1	1	1	1							6	1
Géorgie	3													1	4	
Ghana	9	5			1		1							1	10	6
Grèce	8	5							2	2	2	2	4	4	8	4
Grenade	2														2	
Guatemala	5	2												(1)	4	2
Guinée	3	1													3	1
Guinée-Bissau																
Guinée équatoriale	2														2	
Guyana	14	10							3	2	3	2	6	4	12	9
Haïti	4	2												(1)	3	2
Honduras	2														2	
Hongrie	8	2												1	9	2
Îles Marshall																
Îles Salomon	1		1				1							(1)	1	
Inde	41	15			1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	43	15

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000			Nominations						Départs <sup>a</sup>						Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001				
	Total	F	F	Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Total	F			
				Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F							
Indonésie	6	2	5	2			5	2									(2)		9	4
Iran (République islamique d')	11	7								1	1			2			(1)		9	6
Iraq	7	2								1	1			2			1		6	2
Irlande	11	4															1		12	4
Islande	3									1	1			2			2		3	
Israël	11	4															(1)		10	4
Italie	73	28	10	5	4	3	14	8	4	1	4	1	8	2	1			80	34	
Jamahiriya arabe libyenne	4																		4	
Jamaïque	13	7																	13	7
Japon	106	62	2	1	5	2	7	3	2	1	2	1	4	2	(6)	(4)		103	59	
Jordanie	10	1			1	1	1	1										11	2	
Kazakhstan	1		3	1			3	1										4	1	
Kenya	14	7			1		1										3	1	18	8
Kirghizistan			1				1												1	
Kiribati																				
Koweït	2	2																	2	2
Lesotho	5	3																	5	3
Lettonie	3	1																	3	1
Liban	16	6															1	1	17	7
Libéria	7	5															(1)	(1)	6	4
Liechtenstein			1	1			1	1											1	1
Lituanie	5	3																	5	3
Luxembourg	4	1																	4	1
Madagascar	8	2							3		3		6					5	2	
Malaisie	10	6			1		1											11	6	
Malawi	7																		7	
Maldives	1																		1	
Mali	8	1							1		1		2				1		7	1

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		Nominations						Départs <sup>a</sup>						Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001	
	Total	F	Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Total	F
			Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F				
Malte	1														1	
Maroc	7	3			1		1								9	4
Maurice	4														4	
Mauritanie	4							1		1			2		3	
Mexique	23	11			1		1		1			2		22	11	
Micronésie (États fédérés de)	1													1		
Monaco																
Mongolie	4	2												4	2	
Mozambique	1		1			1	2							3		
Myanmar	2	1											1	3	1	
Namibie	5	1												3		
Nauru																
Népal	7				1		1							9		
Nicaragua	5	3			1	1	1							6	4	
Niger	3	2												2	2	
Nigéria	12	3			3	1	3	1						17	5	
Norvège	5	1			2		2		1		1	2		6	1	
Nouvelle-Zélande	12	5			2	1	2	1						14	6	
Oman	2	1												2	1	
Ouganda	13	4			2		2							15	4	
Ouzbékistan																
Pakistan	20	5												18	5	
Palaos																
Panama	3	1												3	1	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4													4		
Paraguay	5	3						1		1		2		3	2	
Pays-Bas	29	5												31	6	
Pérou	15	6			1		1		2	1	2	1	4	14	5	

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000			Nominations						Départs <sup>a</sup>						Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001	
	Total	F	Total	Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Total	F
				Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F				
Philippines	56	34								1	1			2	1	1	35
Pologne	13	2													(1)		2
Portugal	9	3								1	1			2			3
Qatar	1														(1)		
République arabe syrienne	11	5															5
République centrafricaine	3				1	1		1									4
République de Corée	23	8	1	1	1	1	2	2	1	1	1	1	2	2	(1)		8
République démocratique du Congo	5	2															2
République démocratique populaire lao	1																1
République de Moldova																	
République dominicaine	4	1	2	1			2	1	1	1	1	1	2	2	2	1	6
République populaire démocratique de Corée	1																1
République tchèque	9	3								1	1		2	2	2		3
République-Unie de Tanzanie	10	5			1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	1		10
Roumanie	10	2	1	1			1	1	1	1	1	1	2	2	2		11
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	90	35	3	3			3	3	6	1	6	1	12	2	12	1	93
Rwanda	7	1															7
Sainte-Lucie	4	2															4
Saint-Kitts-et-Nevis	6	4															6
Saint-Marin			1	1	1	1	2	2	1	1	1	1	2	2			2
Saint-Vincent-et-les Grenadines	5	2														1	3
Samoa																	
Sao Tomé-et-Principe																	
Sénégal	15	5													1		16
Seychelles	2																2
Sierra Leone	9	3															9
Singapour	10	4													1	1	11

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		Nominations						Départs <sup>a</sup>						Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001					
	Total	F	Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Autres mouvements <sup>b</sup>		Total	F		
			Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	Total	F					
Slovaquie	5								1								1		4	
Slovénie	3	1	1				1										1	1	5	3
Somalie	6	1																	6	1
Soudan	8	1			1	1	1	1											9	2
Sri Lanka	7	3							1				2				3		8	3
Suède	18	8	7	6	1	8	6	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	26	14
Suriname	3	1																	3	1
Swaziland	4	1			1	1	1	1									(1)		4	2
Tadjikistan																				
Tchad	3																		3	
Thaïlande	27	14							1				2				1		26	14
Togo	4		2				2												6	
Tonga																				
Trinité-et-Tobago	14	10							1	1	1	1	2	2	2	2	1	1	14	9
Tunisie	9	1																	9	1
Turkménistan																				
Turquie	12	6			1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	1	1	1	12	6
Tuvalu	1																		1	
Ukraine	19	2																	19	2
Uruguay	10	2							2				4				2		8	2
Vanuatu					1		1												1	
Venezuela	15	9															(1)	(1)	14	8
Viet Nam	4	1															(1)		3	1
Yémen	4																		4	
Yougoslavie	9	1															(1)		8	1
Zambie	6	1							1				2				1		5	1
Zimbabwe	7	1							1				2				1		6	1
<b>Total partiel</b>	<b>2 377</b>	<b>932</b>	<b>78</b>	<b>44</b>	<b>80</b>	<b>35</b>	<b>158</b>	<b>79</b>	<b>104</b>	<b>35</b>	<b>104</b>	<b>35</b>	<b>208</b>	<b>70</b>	<b>105</b>	<b>37</b>	<b>2 432</b>	<b>978</b>		

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		Nominations						Départs <sup>a</sup>						Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001				
	Total	F	Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Personnel permanent		Personnel non permanent		Total		Autres mouvements <sup>b</sup>		Total	F	
			Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F	Total	F			
<b>Autres</b>																			
Palestine																			
Apatriés	<b>1</b>																		<b>1</b>
Suisse	<b>11</b>	4			1		1											1	<b>12</b>
<b>Total partiel</b>	<b>12</b>	<b>4</b>			<b>1</b>		<b>1</b>											<b>1</b>	<b>5</b>
<b>Total</b>	<b>2 389</b>	<b>936</b>	<b>78</b>	<b>44</b>	<b>81</b>	<b>35</b>	<b>159</b>	<b>79</b>	<b>104</b>	<b>35</b>	<b>104</b>	<b>35</b>	<b>208</b>	<b>70</b>	<b>105</b>	<b>38</b>	<b>2 445</b>	<b>983</b>	

<sup>a</sup> Y compris les démissions, départs à la retraite, expirations d'engagements pour une durée déterminée et tous autres départs.

<sup>b</sup> Résultat net des mouvements de personnel :

1. Entre postes soumis à la répartition géographique et postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales;
2. Dus à des congés sans solde, ou à des réintégrations de poste après un congé sans solde;
3. Dus à des détachements ou affectations auprès de projets d'assistance technique, ou à des réintégrations de poste après ce type de détachement ou d'affectation;
4. Dus à des détachements auprès du PNUD ou d'autres organismes des Nations Unies, ou à des réintégrations de poste après ce type de détachement;
5. Dus à un passage de la catégorie des agents des services généraux à celle des administrateurs;
6. Dus à un changement de nationalité.

Tableau 5  
**Nombre de fonctionnaires occupant des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales, par nationalité, par classe et par sexe**

(Au 30 juin 2000 et au 30 juin 2001)

Pays	Total général 30 juin 2000	Total femmes 30 juin 2000	P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total femmes 30 juin 2001	Total général 30 juin 2001
			H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Algérie	6	0	1		1		3						0	5
Allemagne	4	3		1		1	1	1	1				3	5
Argentine	25	12	4	4	4	5	5	4					13	26
Autriche	2	1	2										0	2
Bélarus	6	0			3		4						0	7
Belgique	15	8	1	2	5	2	2	3	1				7	16
Bénin	2	0			1		1						0	2
Brésil	1	1						1					1	1
Bulgarie	1	0	1										0	1
Burkina Faso	1	0					1		1				0	2
Cameroun	1	0			1								0	1
Canada	10	6	1		3	5	6	1		1			7	17
Chili	11	5	2	1		1	2			1			3	7
Chine	129	34	12	5	41	12	38	21	3	1			39	133
Colombie	8	7	1	1		3	1	1					5	7
Costa Rica	1	1						1					1	1
Côte d'Ivoire	1	0					1						0	1
Cuba	6	3		1	1	1	2	2	1				4	8
Égypte	55	18	7	1	16	9	8	5					15	46
Équateur	2	1		1	1		1						1	3
Espagne	35	14	3	3	8	5	7	11	3	4			23	44
États-Unis d'Amérique	78	44	4	9	19	18	8	19		1			47	78
Fédération de Russie	141	7	20		60	1	58	4		1			6	144
France	119	83	6	15	11	32	11	25	1	5			77	106
Ghana	2	0			2								0	2
Guatemala	1	1				1							1	1
Guyana	3	2			1	1		1					2	3
Inde	1	1											0	0
Iran (République islamique d')	1	1				1							1	1
Iraq	2	1			1			1					1	2
Irlande	1	1			1								0	1
Israël	2	0	1				1						0	2

Pays	Total général 30 juin 2000	Total femmes 30 juin 2000	P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total femmes 30 juin 2001	Total général 30 juin 2001
			H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Italie	0	0						1					1	1
Jamahiriya arabe libyenne	0	0					1						0	1
Jamaïque	2	2		1		1							2	2
Jordanie	5	2	2		1			2					2	5
Kazakhstan	1	0	1										0	1
Kenya	1	0			1			2	1				2	4
Liban	11	6			1	3	5	2					5	11
Madagascar	1	1						1					1	1
Malaisie	1	0			1								0	1
Mali	1	0											0	0
Maroc	9	1			2		6	2	1				2	11
Maurice	1	1						1					1	1
Mexique	4	4		2		2							4	4
Panama	1	0			1								0	1
Paraguay	1	1						1					1	1
Pérou	5	3		1	1	1	1						2	4
République arabe syrienne	15	5	3	1	5	1	2	4					6	16
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	58	27	4	12	13	10	10	5		1			28	55
Sénégal	5	0			1		3						0	4
Soudan	9	0	1		4		7		1	1			1	14
Suède	1	1						1					1	1
Trinité-et-Tobago	3	2	1			1		1					2	3
Tunisie	15	3	2		8	3	4		1				3	18
Ukraine	8	0			1		6						0	7
Uruguay	6	4	1		1	3		2					5	7
Yémen	1	0			1								0	1
Zimbabwe	0	0			1								0	1
<b>Total partiel</b>	<b>838</b>	<b>318</b>	<b>81</b>	<b>61</b>	<b>223</b>	<b>123</b>	<b>206</b>	<b>126</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>326</b>	<b>851</b>
<b>Autres</b>														
Palestine	2	0			2								0	2
Suisse	6	4		1	1	3	1		1				4	7
<b>Total partiel</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>9</b>
<b>Total général</b>	<b>846</b>	<b>322</b>	<b>81</b>	<b>62</b>	<b>226</b>	<b>126</b>	<b>207</b>	<b>126</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>330</b>	<b>860</b>

Tableau 6  
**Nombre d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur expressément recrutés pour des missions, par nationalité, par classe et par sexe**  
 (Au 30 juin 2000 et au 30 juin 2001)

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001 *		
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	Total	
Afrique du Sud	1								1	1	1	1	4			1		1		2	8
Afghanistan	2								1	1	1	1	1			1					4
Albanie	1										2	2	4	2	1	3	3	5	10		20
Algérie	1	1								1	1	1	1								2
Allemagne	11	6		2		1	1	5	3	8	2	7	5	9	3					13	46
Argentine	4	2						1			1	3	2	1						3	8
Arménie													1	1	1					2	3
Australie	12						1	1	7	1	8	5	14	9	6	2		1		19	55
Autriche	4	1					2	1	1	1	3	4	3	2						5	16
Bangladesh	1						1	1	1	7	8	7								1	25
Barbade													1								1
Bélarus										1	1	1	1							1	3
Belgique	6					1		1	2	1	7	1	1	1	1	1				2	15
Bénin	1	1							1			3									4
Bhoutan														1							1
Bolivie	3									1	1	1	1	1						1	3
Bosnie-Herzégovine													1	1						1	2
Botswana			1																		1
Brésil	3	1								3	1	4	1	1	2					4	12
Bulgarie	3									3	2	2	1	1	1	1				3	10
Burkina Faso	2							1			1				1					2	3
Burundi	2									3	2	2	1								6
Cameroun	3									4	1	1	1	1						1	7
Canada	20	3				1	4	4	17	5	18	8	6	8	1					22	68
Chili	3	1							1		2	2								2	6
Chine	3	1						1		3	7	2	2	3						5	18

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001*		
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	Total	
	Total																				
Colombie	4	1							1					2	2	2				2	7
Comores									1					1							2
Congo											1			1							2
Costa Rica	2												1								1
Côte d'Ivoire	4	2									1		4	1	1	1	1	1	1	2	8
Croatie	1	1											1		1	1	4			5	6
Cuba														1							1
Danemark	2		1								3	1	1	2	1	1				5	10
Égypte	2										2	1								1	3
El Salvador	3										2		1								3
Équateur	1										1										1
Érythrée											1	1		1						1	3
Espagne	7	3		1			2				2		1	1	8	2	1			4	18
États-Unis d'Amérique	46	23	2	1	1	4	4	3	22	8	31	14	19	16	1					41	126
Éthiopie	6			1					3	7	2	2								2	15
Ex-République yougoslave de Macédoine	1										1										1
Fédération de Russie	10				1		2	8	15	1	9	2	1							4	39
Fidji	2												1								1
Finlande	5						1	1	2	1	2	1								2	8
France	18	8	1		2	4	1	4	14	3	11	7	9	9						20	65
Gabon	2												1								1
Gambie	1							2	6	2											10
Ghana	7								5	6	3										14
Grèce	2	1				1				1				1						1	3
Guinée	2												1								1
Guinée-Bissau									1	2	2									2	5
Guyana	2	2			1		1	1	2	2	1									5	8
Honduras														1	2						3
Hongrie	1						1	1								1				1	3

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001 *		
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	
	Total																			Total	
Inde	20	3			1	2	5	20	2	5	2	2	17	5	2	2	1			7	55
Indonésie														1						1	1
Iran (République islamique d')	1		1										1			1				1	3
Iraq							1						1								2
Irlande	6	1	1				4	1	3	2	2	3	2	2	2	1				5	14
Israël								1					1								2
Italie	11	2	2			2	3	1	9	11	3	4	1	1	1	1				6	37
Jamaïque	2	2											1		1					2	2
Japon	2	1					3	4			1	2								1	10
Jordanie	2							1	2	2											5
Kazakhstan								2	1											1	3
Kenya	4	2	1				5	1	5	2	1									4	15
Kirghizistan									1											1	1
Liban	2											2	1	1	1					2	4
Libéria	4					1	1	4		2	1										9
Lituanie								2													2
Madagascar													1	1	1					1	2
Malaisie	1	1	1			1							3	1	2					3	8
Malawi									1				1								2
Mali	3					1							1	1	1						3
Malte	1	1											1							1	1
Maroc								1	1	1	1	1								1	3
Maurice															1						1
Mauritanie	1							2	3												5
Mexique								2	2	1										1	3
Mozambique					1	1		1	2											3	6
Myanmar	1						2	1	1	1	1	1								2	6
Namibie							1	1													2
Népal	2					1		7	9	2											19
Nicaragua																1				1	1

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001*		
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	Total	
Niger	2								1					1							2
Nigéria	9	1	1			1			3	3	1			6	1	1					17
Norvège	3	1	1						1	1				1	1						5
Nouvelle-Zélande	9	5		1					3	2	3			3	2						14
Ouganda	2					1								7	2	6	1	2			20
Ouzbékistan																1					1
Pakistan	3					1		1	4	22	1	14	1	6	1						51
Panama	1	1																			
Pays-Bas	2					1					3	3	3	2	1						16
Pérou	2	1								3		2	1	1							8
Philippines	3	2						1	1	1	1	3	2	1	1						11
Pologne	4	1				1			3	1	6	1	3				1				16
Portugal	1					1			3	3	1	3	1	1	2			1			16
République arabe syrienne	2							1							1						2
République centrafricaine															1						1
République de Corée	1	1									1	1									2
République dominicaine	1	1													1						1
République démocratique du Congo	1														1						2
République tchèque	1	1							1	2	1					1					5
République-Unie de Tanzanie	3	1						1	1	3	1	6	1	4							17
Roumanie	2	1								1	1	1	4		2						9
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	27	9		2		3		3	5	1	23	4	22	6	7	4	1				81
Rwanda	2									1	3	1		3	1						5
Sainte-Lucie												1									1
Saint-Vincent-et-les Grenadines															1						1
Sao Tomé-et-Principe	1								1												1
Sénégal	3	1				1				6	2	1	2	1							13
Sierra Leone	3	1								4	1	1	1								7
Slovaquie	1	1											1								1

Pays	Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2000		SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Nombre de fonctionnaires au 30 juin 2001 *	
	Total	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	Total
Slovenie	1												1									1
Somalie	2										2		3									7
Soudan	7	2								1	1	7	2	3	1	2	1	1				19
Sri Lanka	2								1			1		3								5
Tadjikistan																	1					1
Thaïlande	1	1			1											1						2
Tchad	1														2							2
Togo	3	1										4	1	4							1	9
Trinité-et-Tobago	2	1									1											1
Tunisie	1										2	1	2	1	1							6
Turquie	2								1				2	1	1							5
Tuvalu	1																					
Ukraine	3											6	2	2	3							12
Uruguay	2						1				1			5	1							8
Venezuela	2											2	1	2								5
Yémen										1				1								2
Yougoslavie	2									1					1							2
Zambie															1							1
Zimbabwe	3												2		2							4
<b>Total partiel</b>	<b>407</b>	<b>105</b>	<b>7</b>	<b>18</b>	<b>21</b>	<b>37</b>	<b>7</b>	<b>107</b>	<b>14</b>	<b>344</b>	<b>77</b>	<b>352</b>	<b>110</b>	<b>158</b>	<b>100</b>	<b>11</b>	<b>18</b>	<b>326</b>				<b>1 381</b>
<b>Autres</b>																						
Palestine													1	1								2
Suisse	2							2	1	1												4
<b>Total partiel</b>	<b>2</b>							<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>6</b>
<b>Total</b>	<b>409</b>	<b>105</b>	<b>7</b>	<b>18</b>	<b>21</b>	<b>37</b>	<b>7</b>	<b>109</b>	<b>14</b>	<b>345</b>	<b>77</b>	<b>353</b>	<b>111</b>	<b>159</b>	<b>100</b>	<b>11</b>	<b>18</b>	<b>327</b>				<b>1 387</b>

\* Le nombre total inclut 1 193 fonctionnaires engagés pour une durée limitée, dont 295 femmes.

Tableau 7  
**Fourchette optimale et répartition pondérée des postes soumis à la répartition géographique et situation effective et pondérée, par État Membre**

(Au 30 juin 2001)

<i>Pays</i>	<i>Quote-part<sup>1</sup></i> (%)	<i>Fourchette optimale<sup>2</sup></i>	<i>Point médian<sup>3</sup></i>	<i>Nombre de fonctionnaires<sup>4</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Afghanistan	0,008	1–14	6,03	5	467,73	81–1132	430
Afrique du Sud	0,410	7–17	12,24	9	969,49	581–1358	581
Albanie	0,003	1–14	5,63	3	435,04	81–1132	171
Algérie	0,070	2–14	7,16	9	559,16	171–1132	933
Allemagne	9,825	126–170	147,82	129	11933,89	10144–13724	10156
Andorre	0,004	1–14	5,56	0	429,53	81–1132	0
Angola	0,002	1–14	5,80	1	448,77	81–1132	80
Antigua-et-Barbuda	0,002	1–14	5,53	1	427,20	81–1132	110
Arabie saoudite	0,557	9–19	13,92	7	1105,10	717–1493	592
Argentine	1,156	18–28	22,83	23	1826,40	1438–2215	2040
Arménie	0,002	1–14	5,61	6	433,43	81–1132	330
Australie	1,636	25–34	29,31	28	2350,33	1962–2739	2500
Autriche	0,952	14–24	19,30	13	1540,18	1152–1928	1074
Azerbaïdjan	0,004	1–14	5,73	3	443,14	81–1132	159
Bahamas	0,012	1–14	5,68	8	439,18	81–1132	472
Bahreïn	0,018	1–14	5,77	0	446,74	81–1132	0
Bangladesh	0,010	4–14	8,41	10	660,10	272–1132	913
Barbade	0,009	1–14	5,64	3	435,66	81–1132	242
Bélarus	0,019	1–14	6,00	11	465,02	81–1132	886
Belgique	1,136	17–27	21,97	28	1756,80	1369–2145	2401
Belize	0,001	1–14	5,52	2	426,36	81–1132	118
Bénin	0,002	1–14	5,67	4	437,92	81–1132	356
Bhoutan	0,001	1–14	5,56	4	429,52	81–1132	305
Bolivie	0,008	1–14	5,79	7	448,28	81–1132	427
Bosnie-Herzégovine	0,004	1–14	5,65	1	436,95	81–1132	65
Botswana	0,010	1–14	5,68	2	439,15	81–1132	118
Brésil	2,231	35–47	40,99	34	3294,93	2801–3789	2881
Brunéi Darussalam	0,033	1–14	5,98	0	463,50	81–1132	0
Bulgarie	0,013	1–14	5,87	13	454,61	81–1132	1046
Burkina Faso	0,002	1–14	5,77	5	446,24	81–1132	402
Burundi	0,001	1–14	5,66	8	437,23	81–1132	585
Cambodge	0,002	1–14	5,78	2	447,57	81–1132	145
Cameroun	0,009	1–14	5,95	18	460,83	81–1132	1476
Canada	2,573	37–49	42,97	49	3454,63	2936–3973	4280

<i>Pays</i>	<i>Quote-part<sup>1</sup></i> (%)	<i>Fourchette optimale<sup>2</sup></i>	<i>Point médian<sup>3</sup></i>	<i>Nombre de fonctionnaires<sup>4</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Cap-Vert	0,001	1–14	5,53	3	426,68	81–1132	227
Chili	0,198	4–14	8,66	31	680,33	292–1132	2233
Chine	1,541	47–64	55,38	38	4458,72	3790–5128	3302
Chypre	0,038	1–14	6,06	4	470,10	82–1132	454
Colombie	0,186	4–14	9,07	10	713,09	325–1132	910
Comores	0,001	1–14	5,53	1	427,11	81–1132	80
Congo	0,001	1–14	5,58	3	430,92	81–1132	242
Costa Rica	0,020	1–14	5,86	3	453,89	81–1132	240
Côte d'Ivoire	0,009	1–14	5,95	10	460,81	81–1132	772
Croatie	0,039	1–14	6,16	7	478,07	90–1132	449
Cuba	0,030	1–14	6,18	7	479,40	91–1132	532
Danemark	0,753	12–21	16,39	18	1305,08	917–1693	1262
Djibouti	0,001	1–14	5,53	4	427,05	81–1132	283
Dominique	0,001	1–14	5,52	3	426,06	81–1132	186
Égypte	0,081	3–14	8,12	17	636,76	249–1132	1719
El Salvador	0,018	1–14	5,89	9	456,40	81–1132	567
Émirats arabes unis	0,204	4–14	8,48	0	665,57	277–1132	0
Équateur	0,025	1–14	6,13	7	475,52	87–1132	464
Érythrée	0,001	1–14	5,60	6	432,34	81–1132	369
Espagne	2,534	36–49	42,61	49	3425,80	2912–3940	3416
Estonie	0,010	1–14	5,68	4	438,90	81–1132	236
États-Unis d'Amérique	22,000	277–375	326,10	306	26351,66	22399–30304	25831
Éthiopie	0,004	2–14	6,89	18	536,79	149–1132	1366
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,006	1–14	5,63	4	435,29	81–1132	212
Fédération de Russie	1,200	21–31	25,91	119	2075,29	1687–2463	9832
Fiji	0,004	1–14	5,58	9	430,82	81–1132	477
Finlande	0,525	8–18	13,12	15	1041,14	653–1429	1201
France	6,503	85–115	99,80	105	8050,63	6843–9258	8789
Gabon	0,014	1–14	5,73	2	443,09	81–1132	130
Gambie	0,001	1–14	5,54	6	428,13	81–1132	630
Géorgie	0,005	1–14	5,69	4	439,63	81–1132	320
Ghana	0,005	1–14	6,00	10	464,92	81–1132	889
Grèce	0,542	9–18	13,49	8	1070,42	682–1459	647
Grenade	0,001	1–14	5,52	2	426,09	81–1132	118
Guatemala	0,027	1–14	6,13	4	475,36	87–1132	290
Guinée	0,003	1–14	5,71	3	441,40	81–1132	210
Guinée-Bissau	0,001	1–14	5,54	0	428,01	81–1132	0

<i>Pays</i>	<i>Quote-part<sup>1</sup></i> (%)	<i>Fourchette optimale<sup>2</sup></i>	<i>Point médian<sup>3</sup></i>	<i>Nombre de fonctionnaires<sup>4</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Guinée équatoriale	0,001	1–14	5,53	2	426,70	81–1132	145
Guyana	0,001	1–14	5,54	12	427,45	81–1132	1068
Haïti	0,002	1–14	5,70	3	440,80	81–1132	254
Honduras	0,005	1–14	5,71	2	441,64	81–1132	130
Hongrie	0,121	3–14	7,46	9	582,84	195–1132	739
Îles Marshall	0,001	1–14	5,52	0	426,04	81–1132	0
Îles Salomon	0,001	1–14	5,53	1	426,68	81–1132	53
Inde	0,343	27–37	31,94	43	2562,63	2174–2951	3475
Indonésie	0,201	8–18	12,91	9	1023,81	636–1412	585
Iran (République islamique d')	0,253	6–15	10,49	9	827,87	440–1216	865
Iraq	0,127	3–14	7,80	6	610,73	223–1132	527
Irlande	0,296	5–15	9,82	12	773,72	386–1162	1084
Islande	0,033	1–14	5,98	3	463,43	81–1132	269
Israël	0,417	7–16	11,60	10	917,70	530–1306	858
Italie	5,094	68–92	79,62	80	6418,56	5456–7381	6081
Jamahiriya arabe libyenne	0,067	2–14	6,58	4	511,83	124–1132	354
Jamaïque	0,004	1–14	5,62	13	433,95	81–1132	995
Japon	19,629	246–332	289,00	103	23351,23	19849–26854	7702
Jordanie	0,008	1–14	5,76	11	445,33	81–1132	933
Kazakhstan	0,029	1–14	6,28	4	487,57	99–1132	256
Kenya	0,008	1–14	6,26	18	486,04	98–1132	1495
Kirghizistan	0,001	1–14	5,62	1	434,25	81–1132	53
Kiribati	0,001	1–14	5,52	0	426,07	81–1132	0
Koweït	0,148	3–14	7,66	2	599,56	211–1132	189
Lesotho	0,001	1–14	5,56	5	429,63	81–1132	370
Lettonie	0,010	1–14	5,70	3	440,73	81–1132	171
Liban	0,012	1–14	5,75	17	444,37	81–1132	1332
Libéria	0,001	1–14	5,58	6	430,71	81–1132	529
Liechtenstein	0,006	1–14	5,59	1	431–77	81–1132	53
Lituanie	0,017	1–14	5,83	5	451,07	81–1132	340
Luxembourg	0,080	2–14	6,66	4	518,04	130–1132	260
Madagascar	0,003	1–14	5,88	5	455,24	81–1132	375
Malaisie	0,237	5–14	9,38	11	738,62	350–1132	1137
Malawi	0,002	1–14	5,76	7	445,64	81–1132	549
Maldives	0,001	1–14	5,52	1	426,41	81–1132	53
Mali	0,002	1–14	5,77	7	446,26	81–1132	610
Malte	0,015	1–14	5,73	1	442,79	81–1132	110

<i>Pays</i>	<i>Quote-part<sup>1</sup></i> (%)	<i>Fourchette optimale<sup>2</sup></i>	<i>Point médian<sup>3</sup></i>	<i>Nombre de fonctionnaires<sup>4</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Maroc	0,045	2–14	6,76	9	526,62	138–1132	816
Maurice	0,011	1–14	5,69	4	439,57	81–1132	465
Mauritanie	0,001	1–14	5,57	3	430,46	81–1132	240
Mexique	1,093	18–28	23,26	22	1860,62	1472–2249	1933
Micronésie (États fédérés de)	0,001	1–14	5,52	1	426,13	81–1132	53
Monaco	0,004	1–14	5,56	0	429,46	81–1132	0
Mongolie	0,001	1–14	5,57	4	430,24	81–1132	275
Mozambique	0,001	1–14	5,89	3	456,27	81–1132	260
Myanmar	0,010	2–14	6,63	3	516,13	128–1132	272
Namibie	0,007	1–14	5,64	3	435,85	81–1132	159
Nauru	0,001	1–14	5,52	0	425,95	81–1132	0
Népal	0,004	1–14	6,04	9	468,57	81–1132	771
Nicaragua	0,001	1–14	5,62	6	434,55	81–1132	405
Niger	0,001	1–14	5,74	2	443,88	81–1132	175
Nigéria	0,062	4–14	8,75	17	687,30	299–1132	1435
Norvège	0,650	10–20	14,90	6	1184,41	796–1573	440
Nouvelle-Zélande	0,242	4–14	9,05	14	711,43	323–1132	1259
Oman	0,062	2–14	6,44	2	500,57	112–1132	234
Ouganda	0,005	1–14	6,04	15	468,27	81–1132	1298
Ouzbékistan	0,011	1–14	6,19	0	480,62	92–1132	0
Pakistan	0,061	5–14	9,66	18	761,02	373–1149	1580
Palaos	0,001	1–14	5,52	0	425,96	81–1132	0
Panama	0,018	1–14	5,82	3	450,54	81–1132	254
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,006	1–14	5,69	4	439,96	81–1132	248
Paraguay	0,016	1–14	5,85	3	452,63	81–1132	171
Pays-Bas	1,748	26–36	30,85	31	2474,37	2086–2863	2540
Pérou	0,119	3–14	7,75	14	606,86	219–1132	1202
Philippines	0,101	4–14	8,61	55	676,35	288–1132	4087
Pologne	0,353	7–16	11,41	12	902,34	514–1291	1119
Portugal	0,465	8–17	12,37	7	980,21	592–1368	478
Qatar	0,034	1–14	6,00	0	465,07	81–1132	0
République arabe syrienne	0,081	2–14	7,01	11	546,41	158–1132	788
République centrafricaine	0,001	1–14	5,59	4	432,18	81–1132	278
République de Corée	1,728	26–36	31,24	22	2506,36	2118–2895	1520
République démocratique du Congo	0,004	2–14	6,65	5	517,52	129–1132	417

<i>Pays</i>	<i>Quote-part<sup>1</sup></i> (%)	<i>Fourchette optimale<sup>2</sup></i>	<i>Point médian<sup>3</sup></i>	<i>Nombre de fonctionnaires<sup>4</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
République démocratique populaire lao	0,001	1–14	5,63	1	435,19	81–1132	80
République de Moldova	0,002	1–14	5,63	0	434,94	81–1132	0
République dominicaine	0,023	1–14	6,04	6	468,10	81–1132	445
République populaire démocratique de Corée	0,009	1–14	6,15	1	477,05	89–1132	53
République tchèque	0,189	4–14	8,43	9	661,80	274–1132	783
République-Unie de Tanzanie	0,004	1–14	6,27	10	486,97	99–1132	925
Roumanie	0,059	2–14	6,85	11	533,36	145–1132	666
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5,568	73–99	86,43	93	6969,01	5924–8014	7838
Rwanda	0,001	1–14	5,66	7	437,77	81–1132	439
Sainte-Lucie	0,002	1–14	5,53	4	427,35	81–1132	320
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	1–14	5,52	6	426,00	81–1132	381
Saint-Marin	0,002	1–14	5,53	2	427,13	81–1132	106
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	1–14	5,52	3	426,13	91–1132	198
Samoa	0,001	1–14	5,52	0	426,23	81–1132	0
Sao Tomé-et-Principe	0,001	1–14	5,52	0	426,18	81–1132	0
Sénégal	0,005	1–14	5,77	16	446,76	81–1132	1463
Seychelles	0,002	1–14	5,53	2	427,22	81–1132	177
Sierra Leone	0,001	1–14	5,62	9	434,12	81–1132	800
Singapour	0,395	6–16	11,24	11	888,50	500–1277	1120
Slovaquie	0,043	1–14	6,24	4	484,17	96–1132	275
Slovénie	0,081	2–14	6,70	5	522,00	134–1132	421
Somalie	0,001	1–14	5,72	6	442,49	81–1132	499
Soudan	0,006	1–14	6,22	9	482,45	94–1132	739
Sri Lanka	0,016	1–14	6,15	8	476,94	89–1132	667
Suède	1,033	16–25	20,47	26	1635,25	1247–2023	2128
Suriname	0,002	1–14	5,54	3	427,83	81–1132	198
Swaziland	0,002	1–14	5,55	4	428,79	81–1132	293
Tadjikistan	0,001	1–14	5,65	0	436,87	81–1132	0
Tchad	0,001	1–14	5,68	3	438,97	81–1132	242
Thaïlande	0,275	6–16	10,79	26	852,55	464–1241	1845
Togo	0,001	1–14	5,61	6	433,81	81–1132	470
Tonga	0,001	1–14	5,52	0	426,10	81–1132	0
Trinité-et-Tobago	0,016	1–14	5,76	14	445,58	81–1132	987
Tunisie	0,031	1–14	6,15	9	477,36	89–1132	903

<i>Pays</i>	<i>Quote-part<sup>1</sup></i> (%)	<i>Fourchette optimale<sup>2</sup></i>	<i>Point médian<sup>3</sup></i>	<i>Nombre de fonctionnaires<sup>4</sup></i>	<i>Fourchette pondérée</i>	<i>Point médian pondéré</i>	<i>Situation effective pondérée</i>
Turkménistan	0,003	1–14	5,65	0	436,95	81–1132	0
Turquie	0,443	8–18	13,24	12	1050,86	663–1439	1144
Tuvalu	0,001	1–14	5,52	1	425,95	81–1132	80
Ukraine	0,053	3–14	7,38	19	576,63	188–1132	1523
Uruguay	0,075	2–14	6,65	8	517,40	129–1132	765
Vanuatu	0,001	1–14	5,52	1	426,25	81–1132	110
Venezuela	0,210	4–14	9,03	14	709,65	321–1132	1003
Viet Nam	0,015	3–14	7,44	3	581,21	193–1132	225
Yémen	0,007	1–14	5,98	4	463,48	81–1132	367
Yougoslavie	0,020	1–14	6,02	8	466,94	81–1132	632
Zambie	0,002	1–14	5,73	5	442,83	81–1132	417
Zimbabwe	0,008	1–14	5,90	6	456,77	81–1132	516
<b>Total</b>	<b>100,000</b>			<b>2432</b>	<b>206426,16</b>		

<sup>1</sup> Source : résolution 55/5 B-F de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 2000.

<sup>2</sup> La fourchette optimale a été obtenue à partir de la méthode établie par l'Assemblée générale dans sa résolution du 21 décembre 1987.

<sup>3</sup> Le point médian a été calculé compte tenu des facteurs « qualité de membre », « population » et « contribution ».

<sup>4</sup> Les chiffres ne comprennent pas les 13 fonctionnaires originaires d'États non membres.

Tableau 8  
**Répartition par sexe des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies,  
 par département ou bureau et par classe**

**A. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur occupant des postes  
 soumis à la répartition géographique**

(Au 30 juin 2001)

Département/bureau	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcen- tage de femmes	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
Bureau chargé du Programme Iraq	1				1	1							1	1						3	2	5	40,0
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	1			3	9	4	5	4	8	8	5									29	22	51	43,1
Bureau de liaison des commissions régionales					1	1		1						1						1	2	3	66,7
Bureau des affaires juridiques	1		1	2	10	5	9	7	13	8	4									44	33	77	42,9
Bureau des services de contrôle interne	1			2	6	3	16	9	10	4	4									39	23	62	37,1
Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime	1																						
Cabinet du Secrétaire général	1	1	1	2	5	2	4	1	1	3										16	13	29	44,8
CEA	1			1	28	3	24	13	31	14	10	4								103	38	141	27,0
CEE		1			15	5	20	6	17	4	6	6								64	25	89	28,1
Centre des Nations Unies pour les établissements humains																							
CEPALC	1			1	15	5	30	12	23	15	17	9								92	47	139	33,8
CESAO		1			17	3	19	6	5	11	3	5								49	29	78	37,2
CESAP	1				18	5	33	9	18	11	9	17								88	44	132	33,3
CNUCED	1		1	3	32	8	33	12	33	25	17	10								133	57	190	30,0
COCOVINU					1	1														1	2	3	66,7

Département/bureau	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
Commission d'indemnisation des Nations Unies			1				1													3	0	3	0,0
Département de la gestion	1				2		4	2	3	7	2	3	2	3	1	2				15	17	32	53,1
Département de la gestion – Bureau de la gestion des ressources humaines				1	1	2	2	1	5	7	11	12	7	7	4	3				30	33	63	52,4
Département de la gestion – Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité			1		4		2	2	7	7	12	17	11	13	6	7				43	46	89	51,7
Département de la gestion – Bureau des services centraux d'appui			1		2		4	3	12	3	21	9	19	3	11	6				70	24	94	25,5
Département de l'information					5	1	7	8	20	13	31	28	30	43	18	21				111	114	225	50,7
Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence	1		1		3		7	7	7	4	7	6	4	8	1	2				31	27	58	46,6
Département des affaires économiques et sociales	1		1	1	7	3	16	11	28	27	36	37	27	24	17	16				133	119	252	47,2
Département des affaires politiques	1		2		5	2	7	6	13	8	15	9	8	7	3	4				54	36	90	40,0
Département des opérations de maintien de la paix	1		2		4		3	3	5	5	16	15	6	11	3	10				40	44	84	52,4
Département des opérations de maintien de la paix – Division de l'administration et de la logistique des missions	1						5	1	9	1	9	9	11	14	4	2				39	27	66	40,9
Département des affaires de désarmement	1				2		1	1	4	6	4	2	3	1	2	1				17	11	28	39,3

Département/bureau	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux																							
Haut Commissariat aux droits de l'homme																							
ONUG	1																						
ONUN																							
ONUUV																							
Organes interorganisations																							
PNUE	1																						
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>56</b>	<b>17</b>	<b>132</b>	<b>82</b>	<b>312</b>	<b>149</b>	<b>422</b>	<b>266</b>	<b>347</b>	<b>286</b>	<b>161</b>	<b>175</b>			<b>1 462</b>	<b>983</b>	<b>2 445</b>	<b>40,2</b>	

## B. Administrateurs occupant des postes qui exigent des connaissances linguistiques spéciales

(Au 30 juin 2001)

Département/bureau	P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Bureau chargé du Programme Iraq														
Bureau de la coordination des affaires humanitaires														
Bureau de liaison des commissions régionales														
Bureau des affaires juridiques				1		3		1				5	5	100,0
Bureau des services de contrôle interne														
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés														
Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime														
Cabinet du Secrétaire général														
CEA			2	2	5	1	1				8	3	11	27,3
CEE					1	2					1	2	3	66,7
Centre des Nations Unies pour les établissements humains														
CEPALC				2	1	3	1	1			2	6	8	75,0
CESAO			3	1	2	1					5	2	7	28,6
CESAP	1		5	1	9		1	1			16	2	18	11,1
CNUCED						1						1	1	100,0
COCOVINU														
Commission d'indemnisation des Nations Unies														
Département de la gestion														
Département de la gestion – Bureau de la gestion des ressources humaines														
Département de la gestion – Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité		1										1	1	100,0
Département de la gestion – Bureau des services centraux d'appui														
Département de l'information					1						1		1	
Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence	54	38	118	67	115	85	9	9			296	199	495	40,2
Département des affaires économiques et sociales														
Département des affaires politiques														

Département/bureau	P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
Département des opérations de maintien de la paix															
Département des opérations de maintien de la paix – Division de l'administration et de la logistique des missions	1			1		1						1	2	3	66,7
Département des affaires de désarmement															
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux															
Haut Commissariat aux droits de l'homme															
ONUG	22	21	67	35	56	20	2	2			147	78	225	34,7	
ONUN			9	2	7	5	2	1			18	8	26	30,8	
ONUW	3	2	21	14	10	3		1			34	20	54	37,0	
Organes interorganisations															
PNUE			1			1					1	1	2	50,0	
<b>Total</b>	<b>81</b>	<b>62</b>	<b>226</b>	<b>126</b>	<b>207</b>	<b>126</b>	<b>16</b>	<b>16</b>			530	330	<b>860</b>	<b>38,4</b>	

**C. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur occupant des postes soumis à la répartition géographique et des postes exigeant des connaissances linguistiques spéciales**  
(Au 30 juin 2001)

Département/bureau	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes		
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F				
Bureau chargé du Programme Iraq	1								1	1										3	2	5	40,0	
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	1				3	1				9	4	5	4	8	8	5				29	22	51	43,1	
Bureau de liaison des commissions régionales								1	1											1	2	3	66,7	
Bureau des affaires juridiques	1		1		2	1	4	3	10	5	9	8	13	11	4	10				44	38	82	46,3	
Bureau des services de contrôle interne	1						2	2	6	3	16	9	10	4	4	5				39	23	62	37,1	
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés																						0	0	0,0
Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime	1				2		1	1	13		13	9	11	8	1	8				42	26	68	38,2	
Cabinet du Secrétaire général	1	1	1	1	2	3	2	1	5	2	4	1	1	3	1	1				16	13	29	44,8	
CEA	1						1	9	3	28	3	26	15	36	15	11	4			111	41	152	27,0	
CEE		1					6	3	15	5	20	6	18	6	6	6				65	27	92	29,3	
Centre des Nations Unies pour les établissements humains							2	2	3	1	10	5	7	1	1	2				23	12	35	34,3	
CEPALC	1				1		5	6	15	5	30	14	24	18	18	10				94	53	147	36,1	
CESAO		1					1	5	2	17	3	22	7	7	12	3	5			54	31	85	36,5	
CESAP	1						9	2	19	5	38	10	27	11	10	18				104	46	150	30,7	
CNUCED	1		1		3		13	2	32	8	33	12	33	26	17	10				133	58	191	30,4	
COCOVINU								1	1						1					1	2	3	66,7	
Commission d'indemnisation des Nations Unies			1				1													3	0	3	0,0	
Département de la gestion	1				2		4	2	3	7	2	3	2	3	1	2				15	17	32	53,1	
Département de la gestion – Bureau de la gestion des ressources humaines																						30	33	52,4

Département/bureau	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Département de la gestion – Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité			1				2	2	7	8	12	17	11	13	6	7			43	47	90	52,2
Département de la gestion – Bureau des services centraux d'appui			1		2		4	3	12	3	21	9	19	3	11	6			70	24	94	25,5
Département de l'information					5	1	7	8	20	13	31	28	31	43	18	21			112	114	226	50,4
Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence	1		1		3		7	7	61	42	125	73	119	93	10	11			327	226	553	40,9
Département des affaires économiques et sociales	1		1	1	7	3	16	11	28	27	36	37	27	24	17	16			133	119	252	47,2
Département des affaires politiques	1		2		5	2	7	6	13	8	15	9	8	7	3	4			54	36	90	40,0
Département des opérations de maintien de la paix	1		2		4		3	3	5	5	16	15	6	11	3	10			40	44	84	52,4
Département des opérations de maintien de la paix – Division de l'administration et de la logistique des missions	1						5	1	10	1	9	10	11	15	4	2			40	29	69	42,0
Département des affaires de désarmement	1				2		1	1	4	6	4	2	3	1	2	1			17	11	28	39,3
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux					1				1			1							2	1	3	33,3
Haut Commissariat aux droits de l'homme	1	1			1	1	1	2	7	5	16	5	14	17	5	7			45	37	82	45,1
ONUG	1				1	1	6	3	28	26	78	44	74	31	9	12			197	117	314	37,3
ONUN							1		2		13	6	11	7	4	3			31	16	47	34,0
ONUV					1	1	2	2	10	4	28	17	14	7	3	1			58	32	90	35,6
Organes interorganisations					1				1	1				2	1				3	3	6	50,0
PNUE	1				2		2	1	1	3	5	4	1	2	1	1			13	11	24	45,8
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>56</b>	<b>17</b>	<b>132</b>	<b>82</b>	<b>393</b>	<b>211</b>	<b>648</b>	<b>392</b>	<b>554</b>	<b>412</b>	<b>177</b>	<b>191</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 992</b>	<b>1 313</b>	<b>3 305</b>	<b>39,7</b>

### D. Agents des services généraux et des catégories apparentées

(Au 30 juin 2001)

Département/bureau	Agents des services généraux					Autres catégories <sup>a</sup>				
	Femmes	Pourcentage	Hommes	Pourcentage	Total	Femmes	Pourcentage	Hommes	Pourcentage	Total
Bureau chargé du Programme Iraq	42	79,2	11	20,8	53					
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	60	80,0	15	20,0	75					
Bureau de liaison des commissions régionales	2	66,7	1	33,3	3					
Bureau des affaires juridiques	63	94,0	4	6,0	67					
Bureau des services de contrôle interne	32	80,0	8	20,0	40					
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés	2	66,7	1	33,3	3					
Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime	88	81,5	20	18,5	108					
Cabinet du Secrétaire général	39	83,0	8	17,0	47					
CEA	176	52,1	162	47,9	338	1	25,0	3	75,0	4
CEE	60	82,2	13	17,8	73					
Centre des Nations Unies pour les établissements humains	80	77,7	23	22,3	103					
CEPALC	181	61,4	114	38,6	295					
CESAO	85	53,8	73	46,2	158			2	100	2
CESAP	235	63,7	134	36,3	369					
CNUCED	130	79,8	33	20,2	163					
COCOVINU	8	42,1	11	57,9	19					
Commission d'indemnisation des Nations Unies	60	65,2	32	34,8	92					
Département de la gestion	42	80,8	10	19,2	52					
Département de la gestion – Bureau de la gestion des ressources humaines	103	83,7	20	16,3	123	1	100,0			1
Département de la gestion – Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	121	68,8	55	31,3	176					
Département de la gestion – Bureau des services centraux d'appui	151	49,7	153	50,3	304	20	7,1	262	92,9	282
Département de l'information	293	64,3	163	35,7	456	29	48,3	31	51,7	60
Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférences	336	62,3	203	37,7	539	5	5,7	82	94,3	87

Département/bureau	Agents des services généraux					Autres catégories <sup>a</sup>				
	Femmes	Pourcentage	Hommes	Pourcentage	Total	Femmes	Pourcentage	Hommes	Pourcentage	Total
Département des affaires économiques et sociales	225	76,3	70	23,7	295					
Département des affaires politiques	86	88,7	11	11,3	97	1	25,0	3	75,0	4
Département des opérations de maintien de la paix	126	69,6	55	30,4	181	2	15,4	11	84,6	13
Département des opérations de maintien de la paix – Division de l'administration et de la logistique des missions	230	63,9	130	36,1	360	309	20,8	1 177	79,2	1 486
Département des affaires de désarmement	20	87,0	3	13,0	23					
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	4	57,1	3	42,9	7					
Haut Commissariat aux droits de l'homme	54	85,7	9	14,3	63					
ONUG	374	47,8	409	52,2	783					
ONUN	179	48,0	194	52,0	373					
ONUSU	154	42,3	210	57,7	364					
Organes interorganisations	13	100			13					
PNUE	274	80,1	68	19,9	342					
<b>Total</b>	<b>4 108</b>	<b>62,9</b>	<b>2 426</b>	<b>37,1</b>	<b>6 534</b>	<b>368</b>	<b>19,0</b>	<b>1 571</b>	<b>81,0</b>	<b>1 939</b>

<sup>a</sup> Les autres catégories comprennent les agents du Service mobile, du Service de sécurité et des corps de métier ainsi que les assistants de l'information.

**E. Nombre total d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur**  
(Au 30 juin 2001)

Département/bureau	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Bureau chargé du Programme Iraq	1				1	1					3	3	2	2	2	2			11	8	19	42,1
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	1				3	1	4		12	4	9	5	11	9	6				40	25	65	38,5
Bureau de liaison des commissions régionales								1	1				1					1	2	3	66,7	
Bureau des affaires juridiques	1		1		2	1	4	3	11	5	10	8	13	11	4	10			46	38	84	45,2
Bureau des services de contrôle interne	1					1	3	2	7	3	22	12	11	5	5	6			49	29	78	37,2
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés	1											2	1	1				2	3	5	60,0	
Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime	1				2		10	3	23	4	25	14	14	20	3	13			78	54	132	40,9
Cabinet du Secrétaire général	1	1	2	1	3	3	2	1	6	2	7	2	2	5	1	2			24	17	41	41,5
CEA	1					1	9	3	28	3	26	15	37	15	12	5			113	42	155	27,1
CEE		1					6	3	15	5	20	6	18	6	6	6			65	27	92	29,3
Centre des Nations Unies pour les établissements humains																						
CEPALC	1			1		1	5	6	15	5	31	14	24	18	11				95	54	149	36,2
CESAO		1					5	2	17	3	23	7	7	12	3	5			55	31	86	36,0
CESAP	1						9	2	19	5	38	10	27	11	10	18			104	46	150	30,7
CNUCED	1		1		4		13	2	32	8	34	12	34	26	17	10			136	58	194	29,9
COCOVINU	1						4	2	13	3	12	1	6	3					36	9	45	20,0
Commission d'indemnisation des Nations Unies			1		2		4		3	3	9	8	40	18	15	20			75	50	125	40,0

Département/bureau	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Département de la gestion	1				2	4	2	7	3	3	2	3	1	3					17	18	35	51,4
Département de la gestion – Bureau de la gestion des ressources humaines			1	2	1	5	7	12	14	12	8	7	4	3					34	33	67	49,3
Département de la gestion – Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité					4		2	3	8	8	15	16	7	8					51	53	104	51,0
Département de la gestion – Bureau des services centraux d'appui			1		2	5	3	3	15	3	23	12	11	6					83	31	114	27,2
Département de l'information					5	7	8	13	20	13	31	28	18	22					112	116	228	50,9
Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférences	1		1		3	7	7	42	61	42	125	73	10	11					327	226	553	40,9
Département des affaires économiques et sociales	1		1		7	3	17	28	27	37	37	27	18	16					136	120	256	46,9
Département des affaires politiques	2		3		7	7	6	10	16	10	18	9	5	5					69	40	109	36,7
Département des opérations de maintien de la paix	2		2		5	5	3	6	16	6	59	22	4	11					142	67	209	32,1
Département des opérations de main-tien de la paix – Division de l'administration et de la logistique des missions	8		17	21		38	7	107	12	342	87	358	163	102					18	1 065	350	24,7
Département des affaires de désarmement	1				2	1	1	4	6	4	2	3	2	1					17	11	28	39,3
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux					1			1			1	4							3	4	7	57,1
Haut Commissariat aux droits de l'homme	1		1		2	1	2	8	7	18	5	17	6	9					53	41	94	43,6

Département/bureau	SGA		SSG		D-2		D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		P-1		Total		Total général	Pourcentage de femmes
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
ONUG	1				1	2	7	3	29	26	80	45	76	32	9	13			203	121	324	37,3
ONUN							2		3		24	9	15	15	9	6			53	30	83	36,1
ONUW					1	1	2	2	10	4	30	18	14	7	3	1			60	33	93	35,5
Organes interorganisations					2		3		1	2		2	1	2	1				8	6	14	42,9
PNUE	1		1		8	1	33	6	36	8	70	28	43	35	11	16		1	203	95	298	31,9
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>33</b>	<b>4</b>	<b>92</b>	<b>20</b>	<b>225</b>	<b>582</b>	<b>244</b>	<b>1 175</b>	<b>538</b>	<b>1 072</b>	<b>628</b>	<b>380</b>	<b>351</b>	<b>13</b>	<b>20</b>	<b>3 602</b>	<b>1 906</b>	<b>5 508</b>	<b>34,6</b>



Pays	SGA			SSG			D-2			D-1			Total												
	97	98	99	00	01	97	98	99	00	01	97	98	99	00	01										
États-Unis d'Amérique	1	1	1	1	2	2	1	2	10	8	6	6	6	7	37	38	41	34	33	50	48	50	43	43	
Éthiopie																									
Fédération de Russie	1	1	1	1					1	1	3	3	3	3	8	8	6	6	7	10	10	10	10	10	11
Fidji																									
Finlande																									
France	2	2	2	1	1				4	4	6	5	6	6	10	9	9	9	10	16	15	17	15	17	17
Gambie									1	1	1	1	2	2	2	2	2	3	2	4	3	3	3	4	4
Ghana	1	1	1	1																					
Guatemala	1																								
Guinée																									
Guyana																									
Haïti																									
Hongrie																									
Inde	1	2	1	1																					
Indonésie	1	1	1	1																					
Iran (République islamique d')																									
Iraq																									
Irlande																									
Islande																									
Israël																									
Italie	1	1	1	1	1	1	1	4	3	5	4	3	5	4	3	5	4	6	5	10	10	11	12	10	10
Jamahiriya arabe libyenne																									
Jamaïque																									
Japon	1	1	1	1	1	1	1	2	1	2	1	1	1	1	3	4	4	2	5	5	8	7	5	7	7
Jordanie																									
Kenya																									
Koweït																									
Liban																									
Libéria																									
Malaisie																									
Mali																									
Malte																									
Maroc																									

	SGA				SSG				D-2				D-1				Total					
	97	98	99	00	01	97	98	99	00	01	97	98	99	00	01	97	98	99	00	01		
<i>Pays</i>																						
Maurice						1	1	1	2	2	1	1	1	2	2	1	1	1	1	3	3	3
Mauritanie																				1	1	1
Mexique																				2	2	3
Mozambique																				1	1	1
Myanmar																				1	1	1
Nicaragua																				1	1	1
Niger																				1	1	1
Nigéria																				4	3	2
Nouvelle-Zélande																				2	2	2
Oman																				2	2	2
Ouganda																				3	4	3
Pakistan	1	1	1	1	1															1	1	1
Panama																				1	1	1
Paraguay																				1	1	1
Pays-Bas																				2	1	2
Pérou																				2	3	2
Philippines																				1	1	2
Pologne																				1	1	1
Qatar																				1	1	1
République de Corée																				1	1	1
République démocratique du Congo																				1	1	1
République tchèque																				1	1	1
République-Unie de Tanzanie																				2	2	2
Roumanie																				1	1	1
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1	1	1	1	1	1	1	1	2	4	3	4	4	4	3	4	11	11	10	11	12	17
Sainte-Lucie																				1	1	1
Sénégal																				1	1	1
Sierra Leone																				2	1	1
Singapour																				3	4	3
Slovénie																				1	1	2
Somalie																				1	1	1

